

## REGISTRE DES ACTES ADMINISTRATIFS

## DELIBERATIONS

MAI 2018

DEL_2018_044	DÉSIGNATIONS POUR LE REMPLACEMENT D'ÉLUS AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE	1-3
DEL_2018_045	DÉSIGNATIONS DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE DIFFÉRENTS ORGANISMES EXTÉRIEURS – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE	4-6
DEL_2018_046	DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL	7-16
DEL_2018_047	ADOPTION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'ASSOCIATION SOLIDARITÉ FEMMES 21 ET SES PARTENAIRES PUBLICS POUR LA PÉRIODE 2018-2020	17-44
DEL_2018_048	RYTHMES SCOLAIRES : DÉROGATION À L'ORGANISATION DE LA SEMAINE SCOLAIRE DANS LES ÉCOLES MATERNELLES ET ÉLÉMENTAIRES DE CHENÔVE	45-48
DEL_2018_049	MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES SERVICES PÉRISCOLAIRES MUNICIPAUX ET DU RÈGLEMENT INTERNE DU SERVICE EXTRASCOLAIRE MUNICIPAL	49-60
DEL_2018_050	DÉVELOPPEMENT DURABLE – AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION AVEC DIJON MÉTROPOLE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE LA MISE EN PLACE D'UNE STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE PATRIMONIALE	61-71
DEL_2018_051	ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – FIXATION DU NOMBRE DE REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL AU COMITÉ TECHNIQUE ET COMITÉ D'HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL COMMUNS « VILLE/CCAS », MAINTIEN DU PARITARISME ET DÉCISION DU RECUEIL DE L'AVIS DES REPRÉSENTANTS DES EMPLOYEURS QUE SONT LA VILLE ET LE CCAS DE CHENÔVE	72-74
DEL_2018_052	AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACTE EN LA FORME ADMINISTRATIVE DE RÉTROCESSION ENTRE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LOCAL (EPFL) DES COLLECTIVITÉS DE CÔTE-D'OR ET LA COMMUNE DE CHENÔVE DE LA PROPRIÉTÉ SISE 6 RUE DES GALANDIERS ET 116 RUE DE MARSANNAY	75-77

DEL_2018_053	AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACTE EN LA FORME ADMINISTRATIVE DE RÉTROCESSION ENTRE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LOCAL (EPFL) DES COLLECTIVITÉS DE CÔTE-D'OR ET LA COMMUNE DE CHENÔVE DE LA PROPRIÉTÉ SISE 11 BIS RUE ARMAND THIBAUT	78-81
DEL_2018_054	CONSTRUCTION DES VESTIAIRES SPORTIFS AU STADE LÉO LAGRANGE : NON APPLICATION DES PÉNALITÉS DE RETARD	82-83
DEL_2018_055	AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACQUISITION DE LA PARCELLE SITUÉE 9 RUE LOUIS CUREL	84-86
DEL_2018_056	AVANTAGES JEUNES – AUTORISATION DE SIGNATURE DES CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE RÉGIONAL D'INFORMATION JEUNESSE (C.R.I.J.)	87-89
DEL_2018_057	« C'EST MON PATRIMOINE ! » – DÉPÔT DE CANDIDATURE AUPRÈS DE LA D.R.A.C. BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	90-92
DEL_2018_058	ACCÈS À LA CULTURE. AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)	93-97
DEL_2018_059	NOUVELLE PROPOSITION DE GRILLE TARIFAIRE SAISON CULTURELLE 2018-2019	98-101

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_044**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **DÉSIGNATIONS POUR LE REMPLACEMENT D'ÉLUS AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE**

Considérant que les désignations dans les commissions municipales peuvent être décidées à main levée,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante,

Considérant qu'il faut recueillir l'accord unanime du Conseil Municipal pour procéder à un vote à main levée,

Considérant que le Conseil Municipal, par délibération n° 59 du 28 septembre 2015, avait créé trois commissions municipales, qu'à cette occasion il avait fixé les règles suivantes de fonctionnement desdites commissions :

- Chaque élu ne peut être membre que d'une seule commission,
- L'organisation des thématiques présentes dans chaque commission selon les délégations consenties aux adjoints au Maire, permettant ainsi la présence de trois adjoints dans chaque commission,

Considérant les nouvelles délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du 12 avril 2018,

Considérant qu'il est loisible au Conseil Municipal, pour des motifs tirés de la bonne administration des affaires de la commune, de décider, leur remplacement au sein desdites

commissions,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 59 du 28 septembre 2015,

Vu les arrêtés n° ARR\_2018\_104, \_105, \_106, \_107 et \_108 du 12 avril 2018,

Vu le tableau des commissions municipales annexé à la présente délibération.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,**

**ARTICLE 2 : De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les commissions municipales tel que précisé dans le tableau suivant :**

COMMISSIONS MUNICIPALES	CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉSIGNÉS	EN REMPLACEMENT DE
COMMISSION FINANCES, AMÉNAGEMENT ET RESSOURCES HUMAINES	J. DE LA TOUR D'AUVERGNE	E. MARTIN
COMMISSION CULTURE, ÉDUCATION, JEUNESSE ET SPORTS	E. MARTIN	J. DE LA TOUR D'AUVERGNE

**ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

## COMMISSIONS MUNICIPALES

Intitulé de la Commission	Membres	Fonction
<b>Finances, Aménagement et Ressources Humaines</b>	<b>Thierry FALCONNET</b>	<b>Maire, Président de droit</b>
	Bernard BUIGUES	
	Ludovic RAILLARD	
	Nouredine ACHERIA	
	Jean ESMONIN	
	Martino AMODEO	
	Claudine DAL MOLIN	
	Jean VIGREUX	
	Jamila DE LA TOUR D'Auvergne	
	Yolanda MARINO	Vice-présidente
	Dominique MICHEL	
	Nelly GODDE	
<b>Culture, Education, Jeunesse et Sports</b>	<b>Thierry FALCONNET</b>	<b>Maire, Président de droit</b>
	Brigitte POPARD	
	Joëlle BOILEAU	
	Marie-Paule CROS	
	Jean-Dominique BAGNARD	
	Christine BUCHALET	
	Aurélie FERRARI	Vice-présidente
	Yves-Marie BRUGNOT	Vice-président
	Élise MARTIN	
	Sylvain BLANDIN	
	Gilles RENAUD	
<b>Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine et Citoyenneté</b>	<b>Thierry FALCONNET</b>	<b>Maire, Président de droit</b>
	Patrick AUDARD	
	Christiane JACQUOT	
	Jean-Jacques BERNARD	
	Anne-Marie PIGERON	Vice-présidente
	Jean-François BUIGUES	
	Saliha M'PIAYI	
	Aziza AGLAGAL	Vice-présidente
	Sandrine RICHARD	
	Caroline CARLIER	
	Philippe CHERIN	
	Saïd FOUAD	

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_045**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **DÉSIGNATIONS DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE DIFFÉRENTS ORGANISMES EXTÉRIEURS – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE**

Considérant que les désignations dans les organismes extérieurs peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante,

Considérant qu'il faut recueillir l'accord unanime du Conseil Municipal pour procéder à un vote à main levée,

Considérant l'élection de la 1<sup>re</sup> adjointe et du 9<sup>ème</sup> adjoint par délibération n° DEL\_2018\_013 et DEL\_2018\_014 du 9 avril 2018, ainsi que les nouvelles délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du 12 avril 2018 et du 17 mai 2018,

Considérant que conformément à l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il peut être procédé à tout moment, et pour le reste de la durée des fonctions assignées aux membres ou délégués de ces organismes, au remplacement de ceux-ci par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations n° DEL\_2018\_013 et DEL\_2018\_014 du 9 avril 2018,

Vu les arrêtés n° ARR\_2018\_104, \_105, \_106, \_107 et \_120 des 12 avril 2018 et 17 mai 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

**ARTICLE 2 :** De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les organismes extérieurs tel que précisé dans le tableau suivant :

ORGANISMES	MEMBRES TITULAIRES DÉSIGNÉS	MEMBRES SUPPLÉANTS DÉSIGNÉS	EN REMPLACEMENT DE
COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES		Y-M. BRUGNOT	D. MICHEL
SPLAAD Conseil d'Administration	J-J. BERNARD		D. MICHEL
SPLAAD Comité de contrôle et stratégique	J-J. BERNARD		D. MICHEL
SPLAAD Commission d'appel d'offres	J-J. BERNARD		D. MICHEL
COMMISSION MIXTE VILLE – OMS	E. MARTIN		D. MICHEL
CONSEIL DE DISCIPLINE DE RECOURS (CENTRE DE GESTION)	B. POPARD		D. MICHEL
COMITÉ DE GESTION PARITAIRE DU CENTRE MÉDICO SPORTIF	C. JACQUOT	E. MARTIN	D. MICHEL C. JACQUOT
BOURDENIÈRES Maternelle et Élémentaire	A-M. PIGERON		D. MICHEL

**ARTICLE 3 :** Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

#### **VOTES**

26 POUR

2 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme RICHARD

Envoyé en préfecture le 31/05/2018

Reçu en préfecture le 31/05/2018

Affiché le 31/05/2018

ID : 021-212101661-20180528-DEL\_2018\_045-DE

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_046**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le tableau joint en annexe,

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



## DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL MUNICIPAL

(y compris subdélégations aux adjoints)

Conseil Municipal du 28 mai 2018

### FIXATION DE TARIFS DELIBERATION N° 62/2015 2°

DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	MONTANT EN EUROS

### MARCHES PUBLICS - DELIBERATIONS N°62/2015 4°ET N°24-2016

#### MARCHES PUBLICS NEGOCIES SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE PREALABLES

DATE DE SIGNATURE	TITULAIRE	OBJET	MONTANT HT EN EUROS
13/11/2017	MP MUSIC (ENZO PRODUCTIONS)	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 LE CEDRE Contrat de cession du spectacle The Puppini Sisters pour 1 représentation le mercredi 23 mai 2018 à 20h - Entrée payante	10 500,00
22/12/2017	FRAC BOURGOGNE	Convention de prêt de la mallette pédagogique "FRAC-LAB-Le labo d'art contemporain" pour les 5/10 ans Durée : semaine n°3 à semaine n°13 de l'année 2018	0,00
12/02/2018	SCENIZZ	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 LE CEDRE Convention avec Scenizz pour le concert de Grand Corps Malade le samedi 10 mars 2018 à 20h30 - Entrée payante	1350 (2000 € de dépenses - 650 € de recettes)

28/02/2018	SOCIETE ASTRONOMIQUE DE BOURGOGNE	ESPACE CULTUREL FRANCOIS MITTERRAND Convention de prestations artistiques pour l'animation de 12 séances du Planétarium : 4 séances le mercredi 21 mars 2018, 4 séances le mercredi 20 juin 2018 et 4 séances le mercredi 19 septembre 2018	600 (montant net)
12/03/2018	LA TROUPE DU PHENIX	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 LE CEDRE Avenant n°1 au Contrat de cession du spectacle "Le Petit Monde de Renaud" le samedi 28 avril 2018 à 20h - modification prise en charge repas Entrée payante	10 105,20 (au lieu de 10 593,60)
21/03/2018	COMPAGNIE LES CHERCHEURS D'AIR	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 ESPACE CULTUREL F. MITTERRAND Contrat de cession du spectacle "Arrêter de lire c'est possible" le samedi 07 avril 2018 à 10h - Entrée gratuite	1 519,27
26/03/2018	TED NOMAD	Convention de prestations artistiques pour la réalisation d'une fresque par TED NOMAD sur les façades est et ouest du gymnase Gambetta avec la participation d'enfants de Chenôve dans le cadre des activités proposées par l'Accueil Liberté - 2 sessions du 9 au 15 avril 2018 et fin juin 2018	7000 (montant net)
29/03/2018	ASSOCIATION CirQônflex	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 LE MAIL Convention dans le cadre du Festival Prise de Cirq pour 1 représentation du spectacle des Frères Troubouch le dimanche 15 avril 2018 à 16h sur Le Mail de Chenôve Entrée libre	1800 (montant net)
23/04/2018	FRAC BOURGOGNE	EXPOSITION HALL DU CEDRE Contrat de prêt de l'œuvre "Lady Susan" de Jean DUPUY du 02 au 31 mai 2018	0,00

04/04/2018	SCENIZZ	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 LE CEDRE Convention pour une représentation du spectacle de D'JAL le 4 avril 2018 à 20h30 - Entrée payante et invitations	0,00
16/04/2018	FRAC BOURGOGNE	Avenant n°1 à la convention de prêt de la mallette pédagogique - Prolongation du prêt jusqu'à la semaine n°22 de l'année 2018	0,00
03/05/2018	COMPAGNIE MANIE	PROGRAMMATION CULTURELLE 2017-2018 CRC Convention de prestations de service pour 2 concerts "Trompette tradition !" le mercredi 16 mai 2018 à 10h30 (scolaires) et à 20h (tout public) au Cèdre - Entrée libre	2000 (montant net)
14/05/2018	VILLE DE DIJON - MUSEE DES BEAUX-ARTS	EXPOSITION HALL DU CEDRE Convention de partenariat en vue du prêt de l'œuvre "La Vache Paysage" de Samuel Buri du 4 au 22 juin 2018	0,00
<b>MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE</b>			
<b>DATE DE NOTIFICATION</b>	<b>TITULAIRE</b>	<b>OBJET</b>	<b>MONTANT HT EN EUROS</b>
<b>MARCHES DE FOURNITURES</b>			
<b>MARCHES DE SERVICES</b>			
20/03/2018	GODARD (21300)	Evacuation et traitement des déchets autres que ménagers	Accord-cadre à bons de commande minimum : 45 000 maximum : 89 000
<b>MARCHES DE TRAVAUX</b>			

MARCHES FORMALISES - CENTRALE D'ACHATS			
DATE DE NOTIFICATION	TITULAIRE	OBJET	MONTANT HT EN EUROS
MARCHES DE FOURNITURES			
		Acquisition de produits pétroliers	
13/12/2017 13/12/2017 21/02/2018	PIRETTI (21490) AVIA TD DISTRIBUTION (21803) CPE ENERGIES (54320)	Lot n° 1 : carburants	Accord-cadre à marchés subséquents
		Fourniture de vêtements de travail, tenue de police municipale, EPI et objets promotionnels	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum
19/01/2018	SENTINEL (92230)	Lot 1 : tenue police municipale	
24/01/2018	ATR (21800)	Lot 3 : chaussures de sécurité basses	
24/01/2018	ATR (21800)	Lot 4 : chaussures de sécurité montantes	
24/01/2018	ATR (21800)	Lot 5 : chaussures de sécurité basses en daim aérées ou équivalent	
24/01/2018	LYRECO (59584)	Lot 6 : chaussures basses de sécurité agro-alimentaire (modèles mixtes)	
19/01/2018	L'ECHOPPE (33028)	Lot 7 : chaussures professionnelles de type sabots ou similaires	
24/01/2018	ATR (21800) LYRECO (59584)	Lot 8 : EPI	
19/01/2018	ESCE PUBLICITE (21000)	Lot 9 : vêtements de travail et accessoires logotés ou non	
		Acquisition de fournitures (couches, produits d'hygiène) pour les établissements d'accueil du jeune enfant de l'agglomération dijonnaise	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum
15/02/2018	CELLULOSES DE BROCELIANDE (56803)	Lot 1 : couches jetables	
29/01/2018	RIVADIS (79100)	Lot 2 : produits d'hygiène	

19/02/2018	FIDUCIAL (92400)	Fourniture administratives et petit matériel de bureau	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum
MARCHES DE SERVICES			
MARCHES DE TRAVAUX			
DECISIONS DE DECLARATION SANS SUITE			
DATE DE NOTIFICATION	OBJET		
LOUAGE DE CHOSES - DELIBERATION N° 62/2015 5°			
DATE DE SIGNATURE	COCONTRACTANT	OBJET	MONTANT NET EN EUROS
		MVA	
01/03/2017	ANCIENS MAISON DES SPORTS - Mme ANNIE PIGUET	Pot de la Galette - Salle des Fêtes - le 26/01/18	Gratuit
04/01/2018	LES CHEVRONNES - M. JEAN-LEON BLANQUART	Galette des rois - Hôtel des Sociétés (1er étage) - le 12/01/18	264,00
11/01/2018	COS - Mme CHRISTIANE GAY	Assemblée Générale - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine) - le 30/01/18	Gratuit selon la convention
11/01/2018	LA CHENEVELIERE - M. RENE LABOREY	Démonstration pour la Chenevelière - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine) - le 11/01/18	85,00
12/01/2018	UN LIVRE UNE VIE - Mme ASSIA YACINE	20ème anniversaire - Salle des Fêtes (+ sono) - le 20/01/18	Salle Gratuite / sono : 85,00
12/01/2018	M. DIDIER BONNEAU	Mariage - Hôtel des Sociétés (caveau + vaisselle) - le 27 et 28/01/18	240,00
17/01/2018	ALS - M. PASCAL KELLER	Loto - Salle des Fêtes - le 02 et 04/02/18	Gratuit selon la convention
17/01/2018	LES AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE - Mme ANNICK PHILIPPON	Salon du Livre - Salle des Fêtes - le 09/02 au 11/02/18	Gratuit
19/01/2018	CULTURELLE ARMENIENS BOURGOGNE - M. DAVID NAZARYAN	Vœux aux membres autour d'un buffet convivial - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine) - le 26 et 27/01/18	166,00

22/01/2018	LES POETES DE L'AMITIE - M. STEPHEN BLANCHARD	Spectacle sur MOUSTAKI-REGGIANI - Hôtel des Sociétés (RDC) - le 09/02/18	Gratuit
23/01/2018	CABINET SOULARD - MME CAROLINE BOUVIGNIES	AG Copropriété Lotissement Chenove 3 - Hôtel des Sociétés (RDC) - le 01/03/18	110,00
23/01/2018	LA CHENEVELIERE - MME GINETTE MOUREY	Démonstration pour la Chenevelière - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine) - le 08/03/18	85,00
23/01/2018	WISLA-KRAKOWIAK - M. PATRICE BAUDRY	Gala de danse - Salle des Fêtes - du 10/03/18 au 11/03/18	0,00 (salle) 85,00 (sono)
23/01/2018	M. YAPO CESAR ADEPO	Baptême - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine) - le 31/03 et 01/04/18	390,00
25/01/2018	OMC - M. JEAN-LUC GEORGEL	Millésim'Jazz - Salle des fêtes - le 23 et 24/03/18	0,00
29/01/2018	LES DONNEURS DE SANG - Mme AGNES FLEUROT	Don du sang - Salle des Fêtes - le 19/02/18	Gratuit selon la convention
29/01/2018	AXIMMO - M. PIERRE EMMANUEL PARISEL	AG copropriété Le Floréal 2 - Salle Mesguis - le 05/03/18	110,00
29/01/2018	M. GUY ESCOIN	Baptême - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine) - le 17 et 18/03/18	390,00
29/01/2018	LES DONNEURS DE SANG - Mme AGNES FLEUROT	Don du sang - Salle des Fêtes - le 16/04/18	0,00
29/01/2018	UN P'TIT PLUS - M. GILBERT SORDOILLET	Loto - Salle des Fêtes - le 28/04/18	0,00
30/01/2018	LA CHENEVELIERE - MME GINETTE MOUREY	Choucroute - Salle des Fêtes - le 22/03/18	0,00
30/01/2018	MME MYRIAM CHAQRI	Baptême - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine) - le 24 et 25/03/18	390,00
05/02/2018	ACADEMIE D'ACCORDÉON - M. ANTOINE DUPONT	Concert - Salle des Fêtes - le 25/03/18	0,00
06/02/2018	FIGURE 2 STYLE - M. MOUNIR EZ ZOUBI	Battle All School - Salle des Fêtes - le 17/03/18	0,00 (salle) 85,00 (sono)
06/02/2018	LA BOURGUIGNONNE - M. DOMINIQUE BAGNARD	Loto - Salle des Fêtes - le 15/04/18	450,00
02/03/2018	LES ENFANTS DU MORVAN - M. ROMAIN VILLAME	Répétitions + dîner spectacle - Salle des Fêtes - du 01/03/18 au 04/03/18	0,00
02/03/2018	CABINET SOULARD - MME SABRINE FERTALA	AG résidence les Primevères - Hôtel des Sociétés (RDC) - le 03/04/18	110,00



05/03/2018	CHENOVE ENTRE VOS MAINS - M. YVES-MARIE BRUGNOT	Conférence avec les citoyens - Salle des Fêtes - le 06/03/18	235,00
05/03/2018	MACHTOCIAN TARER - MME LILIT BAGHRAMYAN	Spectacle - Salle des Fêtes - le 20/03/18	580,00
15/03/2018	SOS SYRIE - M. NAZIR MASRI	Soirée commémorative de Solidarité - Salle des Fêtes - le 22/04/18	0,00
21/03/2018	SOLEIL D'OR - M. ABDELALI RAZQI	Soirée conviviale autour d'un repas - Salle des Fêtes - le 05 et 06/05/18	0,00
29/01/2018 et 30/03/2018	M et MME PATRICIA BUIGUES	Fête familiale - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + 1er étage) - le 14 et 15/04/18	497,00
03/04/2018	ENVOL FORMATION - M. CLAUDE PROST	Formation - Salle Mesguis - le 04 et 05/04/18	300,00
05/04/2018	MME DANGUIN BARBE CELINE	Baptême - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine) - le 12 et 13/05/18	390,00
06/04/2018	FONCIA - MME FREDERIQUE PONDAVEN	AG copropriété Le Régent - Hôtel des Sociétés (RDC) - le 26/04/18	110,00
18/04/2018	PARTI COMMUNISTE FRANCAIS - M. TONY AMODEO	Rassemblement populaire du 1er mai - Maison du Plateau - le 01/05/18	30,00
12/02/2018 et 02/05/2018	M. JILALI TASRY	Mariage - Hôtel des Sociétés (RDC + Cuisine + 1er étage + caveau) - le 05 et 06/05/18	677,00
		<b>CULTURE</b>	
26/03/2018	SCENIZZ	Convention de location Concert de Marcus Miller le 30 mars 2018	1 500,00
06/03/2018	ECOLE DE DANSE DANCELIFE	Location du Cèdre des 29 et 30 juin 2018 - Gala de danse	5 730,00
01/03/2018	LABEL LN	Location du Cèdre pour le spectacle de Kev Adams le 13 février 2019	2 900,00
15/03/2018	PYRPROD	Location du Cèdre pour le concert de Lenni Kim le 14 novembre 2018	1 900,00
15/03/2018	PYRPROD	Location du Cèdre pour le spectacle d'Arnaud Tsamère le 14 mars 2019	1 900,00
20/03/2018	VIBRATIONS	Location du Cèdre du 4 au 7 avril 2019	11 600,00
05/04/2018	MUSICADES BOURGOGNE	Location du Cèdre du 4 au 8 juin 2018 - Collège en Chœur	6 800,00
26/04/2018	MUSIQUE MUNICIPALE CHENOVE	Location du Cèdre le 2 juin 2018 - Concert de Printemps	796,00
03/05/2018	UFR STAPS - Association Les ZACROBATISTES	Location du Cèdre les 18 et 19 juin 2018	3 692,00

ACTIONS EN JUSTICE - DELIBERATION N°62/2015 16°			
DATE DE SIGNATURE	N°	OBJET	REPRESENTANT DE LA COMMUNE
13/02/2018	DEC_2018_07	Décision d'ester en justice et de désignation d'un avocat suite à requête introductive d'appel devant la CAA de Lyon de Monsieur et Madame HUGUENIN (visant à faire reconnaître les atteintes à la salubrité et à la tranquillité publique d'une activité située rue des Frères Montgolfier)	Cabinet LLC et Associés, sis 42 rue du Président Edouard Herriot à Lyon

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_047**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **ADOPTION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'ASSOCIATION SOLIDARITÉ FEMMES 21 ET SES PARTENAIRES PUBLICS POUR LA PÉRIODE 2018-2020**

L'association SOLIDARITÉ FEMMES 21, créée en 1982 à Dijon, est affiliée à la Fédération Nationale Solidarité Femmes. Elle a pour but de lutter contre toutes les violences faites aux femmes, et plus particulièrement, contre les violences conjugales et familiales.

Ses objectifs sont les suivants :

- Lutter contre les violences conjugales en développant les conditions d'une prise de conscience individuelle et collective pour que l'égalité des chances soit garantie,
- Accueillir, écouter et assurer un suivi psychologique des femmes victimes de violences,
- Héberger les femmes victimes de violences (avec ou sans enfant),
- Aider les femmes à trouver les moyens de sortir des violences et résoudre les problèmes d'ordre social, économique, civique, culturel, familial, administratif, financier, juridique et médical en lien avec les violences subies.

SOLIDARITÉ FEMMES 21 exerce ses missions sur le territoire de la Côte-d'Or. L'association agit également dans le domaine de la formation des acteurs qui interviennent sur la problématique des violences conjugales.

L'activité de SOLIDARITÉ FEMMES 21 s'inscrit dans le cadre des politiques publiques définies dans le code de l'action sociale et des familles et dans les divers plans triennaux interministériels de lutte contre les violences faites aux femmes. Le 5ème plan de mobilisation et de lutte contre les violences (2017-2019) traduit l'engagement de l'État pour

permettre aux femmes victimes de violences, d'accéder à leur droit d'être protégées et accompagnées, pour sortir des violences et se reconstruire.

En 2017, dans le cadre des permanences d'accueil tenues par SOLIDARITÉ FEMMES 21 dans sept lieux différents de l'agglomération dont Chenôve, ainsi que dans six autres lieux de permanence sur l'ensemble de la Côte-d'Or, une équipe de 7 professionnel(le)s salarié(e)s de l'association a accueilli 627 femmes victimes de violences conjugales (dont 448 nouvelles demandes) pour un soutien ponctuel ou sur la durée.

Un réseau renforcé de partenaires soutient SOLIDARITÉ FEMMES 21 depuis plusieurs années, dont la ville de Chenôve qui apporte son soutien financier à l'association depuis plusieurs années.

La délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité femmes-hommes du département de la Côte-d'Or a souhaité que soit établie une convention d'objectifs et de moyens avec l'ensemble de ces partenaires pour les trois années à venir, soient de 2018 à 2020.

Le projet de convention a pour objet d'apporter une réponse adaptée aux besoins des victimes de violences conjugales sur le département de la Côte-d'Or et de préciser les missions de SOLIDARITÉ FEMMES 21 ainsi que les engagements respectifs des partenaires signataires.

Il est proposé que la ville de Chenôve accorde à l'association, pour la période 2018-2020, une subvention annuelle de 1 500 € conformément à l'article 4 de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2018-2020 sous réserve du vote des crédits par le conseil municipal. Au regard de son activité structurante sur le territoire chenevelier et à la suite de la délibération du 5 février 2018, une somme de 1 000 € a été versée. 500 € restent donc à verser à l'association étant précisé que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2018.

Vu le projet de convention pluriannuelle joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du mardi 15 mai 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du mercredi 16 mai 2018.

#### **Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1er : D'approuver le projet de convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens cité ci-dessus, à conclure entre les parties, annexé à la délibération, et autoriser Monsieur le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi que tout acte à intervenir pour son application,**

**ARTICLE 3 : D'attribuer une subvention complémentaire de 500 € pour l'année 2018 afin de compléter la subvention annuelle globale attribuée à cette association.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

# Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens

Entre l'association Solidarité Femmes 21 et ses partenaires

2018-2020



## **CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS**

### **ANNÉES : 2018-2020**

#### **ENTRE**

L'État, représenté par la Préfète de la région Bourgogne-Franche-Comté, Préfète de la Côte-d'Or,

Le Département de la Côte-d'Or représenté par son Président,

Dijon Métropole représentée par son Président, agissant en vertu des dispositions de la délibération du Conseil Métropolitain en date du 29 mars 2018,

La Ville de Chenôve représentée par le Maire de Chenôve,

La Ville de Dijon représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2018,

La Ville de Longvic représentée par le Maire de Longvic,

La Ville de Talant et son Centre Communal d'Action Social (CCAS) représentés par le Maire de Talant et le président du CCAS de Talant

La ville de Quetigny représentée par le Maire de Quetigny,

La Caisse d'Allocations Familiales de Côte-d'Or (CAF) représentée par son Directeur,

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Côte-d'Or représentée par son Directeur,

#### **ET**

L'association Solidarité Femmes 21, représentée par sa Présidente, Madame Marie VINDY, association régie par la loi du 1er juillet 1901 (n° SIRET 32911894700038), dont les statuts ont été déposés à la Préfecture de la Côte-d'Or le 2 février 1982, et dont le siège est situé à la Maison des Associations, 2 rue de Corroyeurs, à Dijon (21000),

**VU** la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

**VU** la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

- VU** le décret de 2017 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2018 - du 29 décembre 2017 de finances pour 2018 ;
- VU** le décret n° 2014-405 du 16 avril 2014 modifié relatif aux attributions du ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes ;
- VU** la circulaire ministérielle n° DGCS/SDFEFH-B2/2012/158 du 13 avril 2012 relative au financement d'accueils de jour pour les femmes victimes de violences au sein du couple ;
- VU** Le 5<sup>e</sup> plan de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes 2017-2019 ;
- VU** la circulaire du premier ministre du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations ;
- VU** le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (2014-2018) approuvé par arrêté du Préfet de la région Bourgogne, Préfet de la Côte-d'Or et du Président du Conseil Général de la Côte-d'Or en date du 28 novembre 2014 ;
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,
- VU** la loi n°2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants ;
- VU** le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de la loi du 12 avril 2000 ;
- VU** l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 ;
- VU** le protocole de prise en charge globale des victimes de violences conjugales et familiales en Côte-d'Or ;
- Vu** la convention d'objectifs et de gestion entre l'État et la Caisse nationale familiale en vigueur à la signature de la convention



## **PRÉAMBULE**

- **Considérant** que l'association Solidarité Femmes 21, dont la finalité de l'association est de lutter contre les violences faites aux femmes, et plus particulièrement contre les violences conjugales et familiales, a contribué en 1987 à la création de la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF), qui fédère les différentes associations qui se sont constituées en France à la fois pour porter à la connaissance du public et des collectivités le problème des violences conjugales et pour répondre aux femmes victimes de violences par des lieux d'accueil, d'écoute et d'hébergement.

Cette fédération a formalisé une charte intitulée « La violence conjugale est inacceptable » à laquelle Solidarité Femmes 21 souscrit totalement. Elle a créé et porte le numéro d'écoute national « violences femmes info » devenu le 3919.0

L'activité de l'association s'inscrit dans le cadre des politiques publiques définies dans :

- le code de l'action sociale et des familles, notamment les dispositions régissant les établissements et services sociaux et médico-sociaux.
- les divers plans triennaux interministériels de lutte contre les violences faites aux femmes. L'association s'appuie depuis toujours sur les dispositions législatives et réglementaires qui prévoient des sanctions contre les auteurs de violences à l'encontre des femmes et protègent les victimes.

Solidarité Femmes 21 s'inscrit dans un réseau renforcé de partenaires. La finalité de l'association est de lutter contre les violences faites aux femmes, et plus particulièrement contre les violences conjugales et familiales.

- **Considérant** que les objectifs de l'association, qui a pour but de prévenir toute forme de violence faite aux femmes, sont :

- de lutter contre celles-ci en développant les conditions d'une prise de conscience individuelle et collective pour que l'égalité des chances soit garantie
- d'accueillir et aider les femmes à trouver les moyens de sortir des violences et de résoudre les problèmes d'ordre social, économique, civique, culturel, familial, administratif, financier, juridique et médical en lien avec les violences subies.

L'association œuvre sur le territoire de la Côte-d'Or pour la prise en charge des femmes (avec ou sans enfant) victimes de violences conjugales et pour la coordination de leurs parcours. Elle agit également dans le domaine de la formation des acteurs qui interviennent sur cette thématique.

En 2016, l'association a été sollicitée par 745 femmes victimes de violences conjugales dont 569 nouvelles demandes.

**- Considérant que, dans le :**

## **Contexte national :**

Le 5<sup>e</sup> plan de mobilisation et de lutte contre les violences (2017-2019) traduit l'engagement de l'État pour permettre aux femmes victimes de violences, d'accéder à leur droit d'être protégées et accompagnées, pour sortir des violences et se reconstruire. Il fixe trois objectifs :

1. Sécuriser et renforcer les dispositifs qui ont fait leurs preuves pour améliorer le parcours des femmes victimes de violences et assurer l'accès à leurs droits
2. Renforcer l'action publique là où les besoins sont les plus importants
3. Déraciner les violences par la lutte contre le sexisme, qui banalise la culture des violences et du viol

C'est dans ce cadre que l'action de l'État doit s'organiser dans les territoires.

## **Contexte départemental :**

La lutte contre les violences faites aux femmes passe par :

- le renforcement des réseaux de partenaires,
- la formation des professionnels,
- des actions d'information et de sensibilisation,
- le développement des actions de prévention et des mesures d'accompagnement des femmes victimes de violences.

Les actions développées à ce titre visent non seulement à dénoncer les violences exercées contre les femmes, à les prévenir, mais aussi à garantir à celles qui en sont victimes l'aide, l'écoute et l'accompagnement que nécessitent leur détresse, leur sécurité et la sauvegarde de leurs intérêts et, le cas échéant, ceux de leurs enfants. En Côte-d'Or l'association Solidarité Femmes 21 accompagne depuis 1987 les femmes victimes de violences conjugales. En 2016, l'association a été sollicitée par 745 femmes victimes de violences conjugales dont 569 nouvelles demandes.

Dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) de Côte-d'Or, dont une annexe concerne le secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion (AHI), l'hébergement des femmes victimes de violences a été identifié et pris en compte dans les mesures de droit commun. Par ailleurs, un hébergement spécifique a été également développé dans ce cadre.

Une convention entre l'Association Dijonnaise Entraide et Famille Ouvrière (ADEFO) et Solidarité Femmes 21 prévoit depuis 2010 que toutes les demandes d'hébergement de femmes victimes de violences avec ou sans enfants passant par le 115 soient orientées systématiquement vers « l'équipe famille » du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) et traitées par elle.

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet d'apporter une réponse adaptée aux besoins des victimes de violences conjugales sur le département de la Côte-d'Or.

### **Article 2 : Territoires et publics concernés**

Solidarité Femmes 21 intervient sur l'ensemble du département de la Côte-d'Or.

Une attention particulière est portée aux publics issus des quartiers prioritaires de la Métropole (Mail à Chenôve, les Grésilles et la Fontaine d'Ouche à Dijon, le Bief du Moulin et Guynemer à Longvic, le Centre-ville pour Quetigny, le Belvédère à Talant) ainsi qu'aux publics signalés par les partenaires.

### **Article 3 : Détails des missions de Solidarité femmes 21**

- Accompagner de façon globale les femmes victimes de violences conjugales. L'accompagnement peut être psychologique, social ou juridique. Les différentes actions menées auprès des victimes peuvent être individuelles et/ou collectives.
- Assurer un accueil de jour répondant aux critères tels que définis dans la mesure 21 du 5<sup>e</sup> plan de mobilisation et de lutte contre les violences (2017-2019), destiné à accueillir, écouter, informer et orienter les femmes victimes de violences au sein du couple, dans un cadre sécurisé et sécurisant. Cet accueil constitue un temps d'écoute et d'évaluation de premier niveau de l'exposition au danger et des besoins de la personne. Il permet de définir avec les femmes l'orientation et l'accompagnement adaptés.
- Assurer des permanences ouvertes aux victimes et aux professionnels sur le territoire du département de la Côte-d'Or. Cette mission sera susceptible d'évoluer en fonction des besoins des territoires et des ressources de l'association.
- Animer des formations à destination des professionnels du département, recevant et/ou accompagnant des femmes victimes de violences conjugales.
- Proposer et animer des formations des agents de l'État à la problématique « violences conjugales » afin de permettre une prise en charge des femmes victimes de violences sur l'ensemble du département.
- Proposer et animer des actions de sensibilisation pour favoriser l'égalité femmes-hommes, lutter contre le sexisme et les violences faites aux femmes et s'inscrivant dans une dynamique partenariale.
- Héberger les femmes victimes de violence : Solidarité Femmes 21 dispose de sept logements individuels d'une capacité d'accueil totale de sept femmes et huit enfants. Parmi les femmes hébergées il est possible d'accueillir une femme avec deux enfants en bas âge et six femmes avec un enfant ou sans enfant. Ces logements

sont mis à disposition par l'ADEF0, moyennant paiement différentiel de l'allocation logement temporaire (ALT) perçue par l'ADEF0.

## **Article 4 : Engagements respectifs des parties**

### **L'association**

Pendant la période de validité de la convention, l'association s'engage à :

- Accomplir les missions d'accueil et d'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales pour lesquelles Solidarité Femmes 21 est financée, telles qu'énoncées dans l'article 3.
- Animer des formations à destination des professionnels du département, recevant et/ou accompagnant des femmes victimes de violences conjugales. Ces actions de formation pourront évoluer en fonction du recensement des besoins des professionnels. Des modules de formation pourraient être co-construits entre Solidarité Femmes 21 et les partenaires demandeurs.
- Apporter son expertise aux partenaires publics au titre de sa mission de coordination des parcours et de son rôle de référent violences conjugales pour le département de la Côte-d'Or<sup>1</sup>, en mettant à leur disposition des informations quantitatives et qualitatives sur les personnes victimes accompagnées. Ces informations seront complétées par les autres acteurs et actrices accompagnant les femmes victimes de violences afin de permettre aux partenaires publics de pouvoir avoir une meilleure connaissance du phénomène et ainsi s'assurer que l'association Solidarité femmes 21 et les autres personnes concourant à l'accompagnement des victimes disposent des moyens nécessaires pour répondre à leurs besoins
- Être en lien en cas de besoin avec les travailleurs sociaux à l'origine de l'orientation des femmes vers l'association.

### **Les partenaires :**

Les partenaires mobilisent leurs fonds conformément à leurs compétences, leurs cadres respectifs d'intervention, leurs disponibilités financières et pour certains sous réserve de l'approbation de leur conseil d'administration ou instances délibérantes. Ils établiront si nécessaire des conventions de financement bilatérales annuelles ou des avenants à la présente convention afin de déterminer le montant des contributions financière pour les années 2019 et 2020.

### **L'État - Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) :**

Pendant la période de validité de la convention, la direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) s'engage, dans la limite des crédits annuels disponibles en région Bourgogne-Franche-Comté, à mobiliser respectivement des financements émanant des Budgets Opérationnels de Programme BOP 177 « Prévention de

1-Le référent violence assure une mission de coordination de proximité des acteurs et des actrices sans se substituer à eux autour des parcours des femmes victimes de violences. Ce dispositif créé depuis 2008 et dont la consolidation est préconisée dans le 5<sup>e</sup> plan violences 2017-2019

l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » et hommes et les femmes », pour permettre la réalisation des missions menées par l'association.

Les montants mobilisés dans le cadre de la présente convention sont les suivants pour l'exercice 2018 sous réserve de reconduction des enveloppes correspondantes dans le cadre de la loi de finances initiale de l'État :

- au titre du BOP 177 : 85 000 €, répartis comme suit :
  - coordination de l'action de l'association : 65 000 €.  
Cette subvention est imputable sur les crédits du programme 0177, action 11, centre de coût : DDSS021021 ; centre financier : 0177-D021-DD21 ; domaine fonctionnel : 0177-11-05 ; catégorie de produit : 12.02.01 ; activité : 017701021150 ; localisation interministérielle : N2621231
  - accompagnement social des femmes accueillies dans le dispositif d'hébergement d'urgence : 20 000 €.  
Cette subvention est imputable sur les crédits du programme 0177, action 12, centre de coût : DDSS021021 ; centre financier : 0177-D021-DD21 ; domaine fonctionnel : 0177-12-06 ; catégorie de produit : 12.02.01 ; activité : 017701041206 ; localisation interministérielle : N2621231

Un avenant précisera les montants alloués au titre des exercices 2019 et 2020 sous réserve de la reconduction des enveloppes correspondantes dans le cadre de la loi de finances initiale de l'État.

#### **L'État - Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE)**

Pendant la période de validité de la convention, la direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) s'engage dans la limite des crédits annuels disponibles en région Bourgogne-Franche-Comté, à mobiliser des financements émanant du BOP 137 « Egalité entre les hommes et les femmes », pour permettre la réalisation des missions menées par l'association.

- au titre du BOP 137 : 55 000 € (montant plancher) pour le fonctionnement de l'accueil de jour et l'accompagnement global, répartis comme suit :
  - domaine fonctionnel : 0137-12-02  
activité : 013750040101  
pour un montant de 43 000 €
  - domaine fonctionnel : 0137-12-02  
activité : 013750040106  
pour un montant de 12 000 €

Ces moyens ne sont pas exclusifs de l'attribution de financements ponctuels supplémentaires sur la réalisation de projets spécifiques.

Un avenant annuel précisera les montants alloués au titre des exercices 2019 et 2020 sous réserve de la reconduction des enveloppes correspondantes dans le cadre de la loi de finances initiale de l'État.

#### **ETAT- Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD)**

La stratégie nationale de prévention de la délinquance a instauré le dispositif de référent pour les femmes victimes de violences au sein du couple. Le 5<sup>e</sup> plan de mobilisation et de lutte contre toutes les violences faites aux femmes 2017-2019 invite à consolider et pérenniser ce dispositif créé depuis 2008. Les financements de ce dispositif reposent sur le co-financement ministère droit des femmes, ministère de la justice, collectivités territoriales auquel peut s'ajouter éventuellement le FIPD. Les financements du FIPD 21 viendront, en fonction des priorités nationales et départementales en matière de prévention de la délinquance et de l'enveloppe globale dédiée, apporter un soutien financier à cette mission.

## **Le Conseil Départemental de Côte-d'Or**

Le Conseil Départemental de Côte-d'Or s'engage à :

- participer au réseau de partenaires et notamment aux échanges destinés à la définition des besoins et des réponses à apporter,
- évaluer les besoins en formation de ses professionnels (nombre de participants et contenu attendu de la formation) et informer, le cas échéant, l'association de l'organisation de formations pour ses agents,
- tenir informée l'association de l'évolution des dispositifs d'action sociale (aides financières, FSL, RSA, PMI, soutien éducatif, etc.)
- co-construire avec l'association des actions de sensibilisation en direction des publics auprès desquels il intervient et dont il aurait évalué les besoins
- proposer à l'association de participer à la mise en place d'éventuelles actions collectives sur le soutien à la parentalité dans le contexte des violences conjugales, si celles-ci répondent à un besoin identifié sur le territoire.
- faciliter les échanges entre les travailleurs sociaux et Solidarité Femmes 21 afin d'assurer la coordination des orientations des victimes.

Au-delà des contributions de ses professionnels mentionnées supra, le Conseil Départemental s'engage à apporter un soutien financier pour 2018 sous réserve du vote des élus départementaux de 25.000 €.

Pour 2019 et 2020, une convention bilatérale annuelle de subvention précisera le montant du soutien financier, après délibération des élus départementaux.

## **Dijon Métropole**

Au vu des objectifs négociés précités, Dijon Métropole s'engage à participer aux réunions de gouvernance du projet et à apporter un soutien financier annuel de 4 000 € sur la durée de la convention, pour l'accueil et l'orientation des femmes victimes de violences conjugales.

La subvention n'est acquise que sous réserve de la disponibilité des crédits, du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1, 6 et 7 et des décisions des élus de Dijon Métropole prises en application des articles 8 et 9 sans préjudice de l'application de l'article 12.

## **La Ville de Dijon**



Au vu des objectifs négociés précités, la Ville de Dijon s'engage à participer au réseau partenarial du projet et à apporter un soutien financier annuel de 15 000 € sur la durée de la convention, pour l'accompagnement social et psychologique des femmes victimes de violences conjugales.

La subvention n'est acquise que sous réserve de la disponibilité des crédits et du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1, 6 et 7 et des décisions de la Ville prises en application des articles 8 et 9 sans préjudice de l'application de l'article 12.

Par ailleurs, la Ville de Dijon met gracieusement à la disposition de l'association des locaux dont la valorisation, à titre d'exemple pour l'année 2016, s'est élevée à la somme de 6 533,55 €. La mise à disposition des locaux est formalisée par une convention spécifique (convention n°14-223 du 27 février 2014).

### **La Ville de Chenôve**

La ville de Chenôve s'engage à participer au réseau partenarial et à apporter un soutien financier de 1500 € en 2018 sous réserve des disponibilités budgétaires et du vote des élus, pour l'accueil et l'orientation des femmes victimes de violences conjugales. Pour 2019 et 2020, une convention bilatérale annuelle de subvention précisera le montant du soutien financier, après le vote des élus.

### **La ville de Longvic**

La ville de Longvic s'engage à participer au réseau partenarial et à apporter un soutien financier pour l'accueil et l'orientation des femmes victimes de violences conjugales, sous réserve des disponibilités budgétaires annuelles et du respect par l'association de la procédure de demande de subventions.

L'association Solidarité Femmes 21 met en place des permanences mensuelles à Longvic, à la Passerelle (rue de la Rente Saint Bénigne) où elle propose un accueil des victimes de violences conjugales. Dans ce cadre, la ville de Longvic met gratuitement ses locaux à disposition.

### **La ville de Talant et son CCAS**

La ville de Talant et son CCAS s'engagent à participer au réseau partenarial et à apporter un soutien financier à hauteur de 350 € pour l'année 2018 pour l'accueil et l'orientation des femmes victimes de violences conjugales, sous réserve des disponibilités budgétaires annuelles et du respect par l'association de la procédure de demande de subventions.

L'association Solidarité Femmes 21 met en place des permanences mensuelles à Talant au Relais 8 rue Charles Dullin et propose un accueil des victimes de violences familiales sur l'ensemble de son territoire d'intervention.

La ville de Talant met gratuitement les locaux à disposition ainsi que les moyens de communication nécessaires à sa mission d'accueil, d'écoute, d'accompagnement et d'orientation des femmes victimes de violences conjugales.

## **La ville de Quetigny**

La ville de Quetigny s'engage à participer au réseau partenarial et à apporter un soutien financier de 960 € en 2018, pour l'accueil et l'orientation des femmes victimes de violences conjugales, sous réserve des disponibilités budgétaires annuelles et du vote des élus. Pour 2019 et 2020, une convention bilatérale annuelle de subvention précisera le montant du soutien financier, après le vote des élus.

## **La CAF de Côte-d'Or**

La CAF de Côte-d'Or s'engage à : participer au réseau de partenaires, partager l'analyse des problématiques repérées par l'association, contribuer aux actions de sensibilisation, co construire des actions spécifiques, s'inscrire dans le réseau d'accompagnement social des victimes de violences conjugales, poursuivre son soutien financier à Solidarité Femmes 21.

Le soutien financier de la CAF de Côte-d'Or s'effectuera dans la limite des fonds disponibles prévus par la convention d'objectifs et de gestion État caisse nationale d'allocations familiales pour la période 2018/2022 et sous réserve de l'approbation d'un financement par le conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de la côte d'or.

## **La CPAM de Côte-d'Or**

La CPAM s'engage à participer au réseau de partenaires, et à étudier avec l'association les modalités concrètes d'un partenariat facilitant l'accès aux droits et aux soins des personnes accompagnées : mise en place de circuits d'urgence pour enregistrer les modifications de coordonnées postales ou bancaires, étude rapide des droits pour une aide à la complémentaire santé, rendez-vous attentionné ou un traitement de la situation de la personne en lien avec un accompagnant, rendez-vous pour un bilan de santé, information/formation des membres de l'association.

## **Article 5 - Modalités de versements des subventions**

Les montants prévisionnels annuels sont indiqués sous réserve de l'inscription des crédits aux budgets des exercices successifs.

Ils seront mandatés selon l'échéancier de chaque partenaire :

- Pour Dijon Métropole : la totalité au premier semestre de chaque année
- Pour la Ville de Dijon : 80 % en mars de chaque année et le solde annuel, soit 20 % au premier semestre de l'année N+1
- Pour le Département : 100 % de la subvention allouée à la signature de la convention après production au Département du rapport d'activité de l'année N-1 de l'association ainsi qu'un relevé bancaire.

En cas d'excédent dégagé par l'Association sur les actions réalisées, le solde de la subvention sera diminué à hauteur de cet excédent.

Les montants prévisionnels seront crédités sur le compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.



## **Article 6 - Justificatifs**

L'Association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- Les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel,
- Le rapport d'activité.

## **Article 7 – Autres engagements**

**7.1** L'Association informe sans délai les partenaires de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

**7.2** En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard significatif dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe les partenaires sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

**7.3** L'Association s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle des partenaires sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la présente convention.

## **Article 8 – Sanctions**

**8.1** En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit des partenaires, ceux-ci peuvent respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

**8.2** Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 6 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

## **Article 9 – Contrôle**

**9.1** Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les partenaires.

L'Association s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production sera jugée utile dans le cadre de ce contrôle

conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

**9.1** Les partenaires contrôlent, à l'issue de la convention, que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, les partenaires peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

## **Article 10 - Comité de suivi**

Les signataires de la présente convention s'engagent à se réunir dans le cadre d'un comité de suivi au minimum deux fois par an pour établir un bilan et envisager les perspectives au regard des actions menées d'une part et des financements envisagés d'autre part.

Solidarité femmes 21 pourra si nécessaire solliciter la réunion du comité des signataires de la convention.

Le comité de suivi permettra de vérifier et d'analyser l'atteinte des objectifs, afin d'actualiser les contextes stratégiques et financiers respectifs des signataires de la convention. Ce comité est composé des partenaires ou de leur représentant :

- Les services de l'Etat seront représentés par la DDCS pour le BOP 177, par la DRDFE pour le BOP 137 et par la Direction des sécurités à la préfecture pour le FIPD.
- Le Conseil Départemental de Côte-d'Or sera représenté par le Directeur général adjoint Solidarités ou son représentant
- Dijon Métropole, sera représentée par le Directeur Adjoint de la Direction générale déléguée de la cohésion sociale ou son représentant
- La Ville de Chenôve sera représentée par le Directeur de la Tranquillité Publique.
- La Ville de Dijon sera représentée par la Directrice de l'Action sociale ou son représentant.
- La Ville de Longvic sera représentée par l'Adjoint au Maire aux Solidarités,
- La ville de Talant et son CCAS sera représentée par la, responsable du Relais, plate-forme de services et du CCAS de Talant.
- La Ville de Quetigny sera représentée par le Directeur de la Tranquillité Publique
- La CAF sera représentée par le Directeur ou son représentant
- La CPAM sera représenté par son directeur ou son représentant

## **Article 11 - Évaluation**

**11.1** L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs et des actions auxquels les partenaires publics ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif et qualitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre ces derniers et l'Association Solidarité Femmes 21.

Elle donnera lieu à un rapport d'évaluation débattu et validé entre les parties contractantes à l'occasion du comité de suivi.

L'Association s'engage à fournir, au moins un mois avant la date du comité, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre des objectifs et actions.

**11.2** L'évaluation contradictoire, de même que la production des justificatifs mentionnés à l'article 6 ainsi que les contrôles prévus à l'article 9, déterminent la conclusion éventuelle d'une nouvelle convention.

## **Article 12 - Avenants**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires et l'Association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, les autres parties peuvent y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 13 - Annexes**

Les annexes ci-après font partie de la présente convention :

- . Annexe 1 : Fiches actions
- . Annexe 2 : Indicateurs de suivi

## **Article 14 - Durée**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans. Elle prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et s'achève au 31 décembre 2020.

## **Article 15 - Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention ou de ses avenants éventuels, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par les autres parties, sans préjudice de tous autres droits qu'elles pourraient faire valoir, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

## **Article 16 - Règlement des litiges**

En cas de contentieux portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, et seulement après avoir épuisé toutes les possibilités de règlement à l'amiable, les parties conviennent de s'en remettre au Tribunal Administratif de Dijon.

Fait à Dijon, le

La Préfète de la Région  
Bourgogne-Franche-Comté  
et du département de la Côte d'Or

La Présidente de l'association  
Solidarité femmes 21

Le Président du Conseil  
Départemental de la Côte-d'Or

Le Président de Dijon Métropole

Le Maire de la Ville de Chenôve

Le Maire de la Ville de Dijon

Le Maire de la Ville de Longvic

Le Maire de la Ville de Talant  
Président du CCAS de Talant

Le Maire de la Ville de Quetigny

Le Directeur CAF de Côte-d'Or

Le Directeur CPAM de Côte-d'Or

## **ANNEXE 1**

### **FICHES ACTIONS**

## Lieux d'écoute, d'accompagnement et d'orientation

### FICHE ACTION 1

<b>Description de l'action</b>	Permanences ouvertes aux victimes sur le territoire du département de la Côte-d'Or. Cette mission sera susceptible d'évoluer en fonction des besoins des territoires et des ressources de l'association.
<b>Contexte</b>	Prise en charge des victimes sur le département de la Côte-d'Or
<b>Objectif(s) de l'action</b>	Accompagner de façon globale les femmes victimes de violences conjugales. L'accompagnement peut être psychologique, social ou juridique.
<b>Bénéficiaires</b>	Femmes victimes de violences conjugales
<b>Action(s) développée(s)</b>	Actions individuelles et collectives
<b>Partenaires</b>	Professionnels des structures qui peuvent orienter les femmes vers ces permanences
<b>Périmètre géographique, territoire(s) concerné(s)</b>	Le département de la Côte-d'Or
<b>Communication externe</b>	Dépliant 3919- communication en lien avec les Villes
<b>Point(s) de vigilance</b>	Durant l'année 2018 une évaluation des besoins des victimes et des professionnels sur les permanences hors agglomération sera mise en place.
<b>Résultats attendus en termes qualitatifs et quantitatifs</b>	Satisfaction de la demande d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes et des partenaires les ayant orientées vers ces permanences
<b>Logistique</b>	4 salarié.es (2 psychologues, 1 travailleur social, 1 secrétaire) sont concerné.es par ces permanences 1 voiture de service réalisant environ 8 000 km / an <i>Mise à disposition de bureaux dans chaque lieu de permanence qu'ils soient municipaux, associatifs ou autres</i>
<b>Critère d'évaluation</b>	Voir les indicateurs de suivi en annexe 2

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Dépenses	Ressources
Salaires et charges	Conseil départemental 21, DRDFE, Ville Dijon, Ville Chenove, Ville Quetigny, Ville Talant, Ville Longvic, Dijon Métropole
Frais de déplacement et d'entretien du véhicule de service (assurance, essence, entretiens etc...)	

## Accueil de jour

## FICHE ACTION 2

<b>Description de l'action</b>	Un accueil de jour répondant aux critères tels que définis dans la mesure 21 du 5 <sup>e</sup> plan violences, destiné à accueillir, écouter, informer et orienter les femmes victimes de violences au sein du couple, dans un cadre sécurisé et sécurisant. Cet accueil constitue un temps d'écoute et d'évaluation de premier niveau de l'exposition au danger et des besoins de la personne. Il permet de définir avec les femmes l'orientation et l'accompagnement adaptés.
<b>Contexte</b>	Mesure 21 du 5 <sup>e</sup> plan violences
<b>Objectif(s) de l'action</b>	Accompagner de façon globale les femmes victimes de violences conjugales. L'accompagnement peut être psychologique, social ou juridique.

<b>Bénéficiaires</b>	Femmes victimes de violences conjugales – Accompagnants : Famille, ami.es, proches, employeur.es, travailleurs sociaux etc...
<b>Action(s) développée(s)</b>	Les différentes actions menées auprès des victimes peuvent être individuelles et/ou collectives.
<b>Partenaires</b>	Professionnels des structures qui peuvent orienter les femmes vers ces permanences 115, d'hébergement d'urgence
<b>Périmètre géographique, territoire(s) concerné(s)</b>	Siège social de l'association
<b>Communication externe</b>	Diffusion des horaires de l'accueil de jour - Plaquettes, affiches de l'association, site internet.
<b>Point(s) de vigilance</b>	
<b>Résultats attendus en termes qualitatifs et quantitatifs</b>	Satisfaction de la demande d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes et des partenaires les ayant orientées vers cet accueil de jour
<b>Logistique</b>	<i>Indiquer le matériel nécessaire, salles, moyens de transport, moyens humains (encadrement...)...</i>
<b>Critère d'évaluation</b>	Voir les indicateurs de suivi en annexe 2

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Dépenses	Ressources
Salaires et charges	DRDFE
	Mise à disposition locaux ville de Dijon

## Formation

## FICHE ACTION 3

<b>Description de l'action</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Animer des formations à destination des professionnels du département de la Côte-d'Or, recevant et/ou accompagnant des femmes victimes de violences conjugales.</li> <li>- Formation des agents de l'État à la problématique "violence conjugale", intégrée à des formations pluri professionnels: Former des agents de l'État des départements de Côte d'Or et de Saône-et-Loire confrontés dans leur pratique professionnelle à des situations de violences conjugales ou intrafamiliales</li> </ul>
<b>Contexte</b>	Besoin de formation et d'actualisation des savoirs des professionnels quant au phénomène de violence et aux possibilités de réponses
<b>Objectif(s) de l'action</b>	Améliorer l'accueil des personnes concernées.

<b>Bénéficiaires</b>	Agents de l'État professionnels du département, recevant et/ou accompagnant des femmes victimes de violences conjugales.
<b>Action(s) développée(s)</b>	Modules de formation niveau 1 et 2 et des modules complémentaires
<b>Périmètre géographique, territoire(s) concerné(s)</b>	département de la Côte-d'Or (et Saône-et-Loire pour la DRDFE)
<b>Communication externe</b>	
<b>Point(s) de vigilance</b>	Ces actions de formation pourront évoluer en fonction du recensement des besoins des professionnels. Des modules de formation pourraient être co-construits entre Solidarité femmes 21 et les partenaires demandeurs. Sous réserves de financements dédiés
<b>Résultats attendus en termes qualitatifs et quantitatifs</b>	Une meilleure formation des acteurs permet un meilleur accueil des femmes VVC et un gain important (pour les professionnel.les et les femmes) de temps avec la connaissance des procédures et des structures existantes sur le territoire donné.
<b>Logistique</b>	2 psychologues, 1 travailleur social, 1 secrétaire et 1 directrice 1 salle de formation équipée
<b>Critère d'évaluation</b>	Voir les indicateurs de suivi en annexe 2

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Dépenses	Ressources
Salaires et charges et vacataires	DRDFE et FIPD 71 (pour les agents de l'état)
Matériel de formation Déplacements, hébergement, restauration	Formation professionnelle, OPCA, individuels



## Coordination des parcours – référent violence

### FICHE ACTION 4

<b>Description de l'action</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accomplir les missions d'accueil et d'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales</li> <li>- Apporter son expertise aux partenaires publics au titre de sa mission de coordination des parcours et de son rôle de référent violences conjugales pour le département de la Côte-d'Or, en étant disponible à l'échange sur des situations qui posent questions aux partenaires.</li> </ul>
<b>Contexte</b>	Le référent violence assure une mission de coordination de proximité en lien avec les acteurs sans se substituer à eux autour des parcours des femmes victimes de violences.
<b>Objectif(s) de l'action</b>	Meilleure connaissance du phénomène par les différents partenaires et faciliter les parcours des femmes entre les acteurs. Répartition des actions à mener, cohérence des aides apportées.

<b>Bénéficiaires</b>	Femmes victimes de violences conjugales
<b>Action(s) développée(s)</b>	Réunions équipe SIAO, participation commission SIAO, réunion ADEFO/ADOMA/SF21, échanges téléphoniques, accueil régulier de partenaires en réunion d'équipe... Participation aux réunions institutionnelles : préfecture, CISPD, CLSPD ... et partenariales.
<b>Partenaires</b>	Professionnels des structures qui peuvent orienter les femmes vers ces permanences
<b>Périmètre géographique, territoire(s) concerné(s)</b>	département de la Côte-d'Or
<b>Communication externe</b>	-
<b>Point(s) de vigilance</b>	-
<b>Résultats attendus en termes qualitatifs et quantitatifs</b>	Meilleure coordination des parcours Fluidité et cohérence des parcours pour les femmes VVC et leurs enfants.
<b>Logistique</b>	7 salarié.es, salle de réunion, téléphone, échanges de mails de courriers...
<b>Critère d'évaluation</b>	Voir les indicateurs de suivi en annexe 2

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Dépenses	Ressources
Salaires et charges	FIPD – DDCS

## Hébergement

### FICHE ACTION 5

<b>Description de l'action</b>	Solidarité femmes 21 dispose de 7 logements individuels d'une capacité d'accueil totale de 7 femmes et 8 enfants. Parmi les femmes hébergées il est possible d'accueillir une femme avec 2 enfants en bas âge et six femmes avec un enfant ou sans enfant. Ces logements sont mis à disposition par l'association ADEFO, moyennant paiement du solde des loyers en différentiel de l'allocation logement temporaire (ALT) perçue par l'ADEFO.
<b>Contexte</b>	Le projet d'accueil est travaillé avec la personne concernée en amont. Pas d'hébergement en urgence.
<b>Objectif(s) de l'action</b>	Mise à l'abri – Hébergement sécurisé et accompagnement vers la sortie des violences et un relogement adapté à la situation.

<b>Bénéficiaires</b>	Femmes victimes de violences conjugales avec ou sans enfants, originaires de Côte d'Or ou de la France entière
<b>Action(s) développée(s)</b>	Accompagnement, écoute, orientation interne ou externe selon les besoins exprimés et/ou observés
<b>Partenaires</b>	ADEFO, ADOMA, DDCS, SIAO, Bailleurs sociaux, CAF,
<b>Périmètre géographique, territoire(s) concerné(s)</b>	Dijon
<b>Communication externe</b>	
<b>Point(s) de vigilance</b>	
<b>Résultats attendus en termes qualitatifs et quantitatifs</b>	Permettre aux femmes VVC de profiter de ce temps d'hébergement sécurisé pour (re)construire un parcours de vie dont le logement fait partie
<b>Logistique</b>	7 studios sécurisés – 7 salarié.es – quelques bénévoles
<b>Critère d'évaluation</b>	Femmes victimes de violences conjugales avec ou sans enfants, originaires de Côte d'Or ou de la France entière

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Dépenses	Ressources
Salaires et charges	DDCS - CAF

## Action de sensibilisation

### FICHE ACTION 6

<b>Description de l'action</b>	- Proposer et animer des actions de sensibilisation Autour de différents supports : films courts ou longs métrages suivis de débats, actions plus interactives...
<b>Contexte</b>	Politique publique égalité femmes-hommes
<b>Objectif(s) de l'action</b>	Favoriser l'égalité femmes-hommes, lutter contre le sexisme et les violences faites aux femmes et s'inscrivant dans une dynamique partenariale.

<b>Bénéficiaires</b>	Tout public
<b>Action(s) développée(s)</b>	Co construites avec le demandeur
<b>Partenaires</b>	Rectorat, entreprises, associations, structures privées et publiques
<b>Périmètre géographique, territoire(s) concerné(s)</b>	Département de la Côte-d'Or
<b>Communication externe</b>	
<b>Point(s) de vigilance</b>	Sous réserves du financement des actions et de la disponibilité en termes de ressources humaines de l'association
<b>Résultats attendus en termes qualitatifs et quantitatifs</b>	
<b>Logistique</b>	<i>Indiquer le matériel nécessaire, salles, moyens de transport, moyens humains (encadrement...)...</i>
<b>Critère d'évaluation</b>	Voir les indicateurs de suivi en annexe 2

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Dépenses	Ressources
Salaires et charges	Demandeurs
Matériel de présentation	

## **ANNEXE 2**

### **INDICATEURS DE SUIVI**

## Indicateurs de suivi

Nombre de nouvelles demandes	Taux de réponse : 100%
Nombre de personnes connues	Taux de réponse : 100%
Structure par age des femmes prises en charge	Taux de réponse : 57%
Nature de la prise en charge (PEC) Demande initiale	Taux de réponse : 95%
Origine géographique des femmes PEC	Taux de réponse : 82%
Situation familiale des femmes PEC	Taux de réponse : 75%
Situation professionnelle /ressources des femmes PEC	Taux de réponse R : 65%
Orientation des femmes vers SF 21	Taux de réponse : 80%
Nombre de famille PEC	Taux de réponse : 100%
Le partenariat financier et non financier	Taux de réponse : 100%
Nombre de personnes reçus par permanences	Taux de réponse : 100%
Nombre d'actions de sensibilisation	Taux de réponse : 100%
Nombre de personnes formées	Taux de réponse : 100%
Typologie des personnes formées et/ou sensibilisées	Taux de réponse : 100%

Envoyé en préfecture le 31/05/2018

Reçu en préfecture le 31/05/2018

Affiché le 31/05/2018



ID : 021-212101661-20180528-DEL\_2018\_047-DE

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_048**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **RYTHMES SCOLAIRES : DÉROGATION À L'ORGANISATION DE LA SEMAINE SCOLAIRE DANS LES ÉCOLES MATERNELLES ET ÉLÉMENTAIRES DE CHENÔVE**

De nouveaux rythmes scolaires sur quatre jours et demi d'école ont été mis en place conformément au décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 pour toutes les écoles de Chenôve à la rentrée 2014 : cette réforme a été mise en œuvre à Chenôve de manière ambitieuse en proposant des journées scolaires plus courtes et de Nouvelles activités périscolaires (NAP) de qualité, non facturées aux familles, chaque semaine.

Cette modification des temps scolaires avait impliqué pour la commune la mise en place de deux nouveaux temps périscolaires :

- Les NAP : les lundis et jeudis de 15h45 à 17h15,
- La garderie : les mardis et vendredis de 15h45 à 16h45 et les mercredis de 11h45 à 12h15.

Les centres d'accueil périscolaires ont également adapté leurs horaires d'ouverture le mercredi matin et les lundis et jeudis après les NAP.

Le décret n° 2017-1108 du 27 juin 2017 (modifiant l'article D.521-12 du code de l'Éducation) permet aux communes de déroger à la semaine scolaire de quatre jours et demi hebdomadaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques.

Ce décret permet au directeur académique des services de l'Éducation Nationale, sur proposition conjointe d'une commune et d'un ou plusieurs conseils d'école, d'autoriser des adaptations à l'organisation de la semaine scolaire, notamment celles ayant pour effet de répartir les heures d'enseignement hebdomadaires sur huit demi-journées et quatre jours.

Suite à la publication de ce décret, l'équipe municipale a annoncé qu'elle était favorable au maintien de la règle de droit commun, soit une semaine scolaire de quatre jours et demi, en ce qu'elle apparaît plus bénéfique pour les apprentissages des élèves et pour leur épanouissement personnel, permettant de mieux répartir les temps de classe sur la semaine et de proposer en complément du temps scolaire des activités gratuites de découverte artistiques, culturelles, sportives et de vie en société, qui favorisent l'émancipation de chaque enfant.

Cependant, l'équipe municipale a souhaité prendre le temps de la consultation de tous les acteurs éducatifs, et ainsi connaître l'avis des parents et des enseignants sur l'organisation de la semaine scolaire, et sur l'offre de la ville en matière d'éducation, avant, après la journée d'école et en dehors de l'école.

Cette consultation s'inscrit dans une volonté politique de l'équipe municipale de renouvellement de la vie démocratique en favorisant l'implication et la participation des Cheneveliers dans les décisions qui les concernent. Un questionnaire a donc été diffusé à chaque parent d'élève scolarisé à Chenôve et à chaque enseignant de Chenôve en janvier 2018.

Les résultats de cette consultation font clairement apparaître la volonté de revenir à la semaine de quatre jours. En effet :

- Avec un retour de 59,57 %, les parents se sont prononcés à 47,24 % pour la semaine de quatre jours contre 45,13 % pour la semaine de quatre jours et demi avec le mercredi et 2,11% pour la semaine de 4 jours et demi avec le samedi. 5,52 % ne se sont pas prononcés.

- Avec un retour de 49,06 %, les enseignants se sont majoritairement prononcés à 64,91 % pour la semaine de 4 jours contre 19,30 % pour la semaine de 4 jours et demi avec le mercredi et 8,77 % pour la semaine de 4 jours et demi avec le samedi. 7,02 % ne se sont pas prononcés.

La question des rythmes scolaires a ensuite été mise à l'ordre du jour des conseils d'école. Les douze conseils d'école se sont tenus du 5 au 9 mars : dix conseils d'école se sont prononcés en faveur d'un retour à la semaine de quatre jours.

Comme elle s'y était engagée, l'équipe municipale prend acte des résultats significatifs de la consultation.

En conséquence et conformément aux dispositions du décret n° 2017-1108 du 27 juin 2017, le Maire a adressé une demande de dérogation à Madame la directrice académique des services de l'Éducation Nationale ayant pour effet de répartir les heures d'enseignement hebdomadaires sur huit demi-journées échelonnées sur quatre jours.

Le comité départemental de l'éducation nationale (CDEN) s'est réuni le 13 mars 2018 et a donné un avis favorable à la demande de dérogation de la commune de Chenôve avec les horaires d'école suivants, applicables dès la rentrée de septembre 2018 :

Lundi, mardi, jeudi, vendredi : 8h50 – 11h50 et 13h50 – 16h50.

Une réunion publique organisée par la commune le 20 mars 2018, a permis de présenter aux parents d'élèves les résultats de la consultation, la nouvelle organisation scolaire et l'architecture des points du futur Projet Éducatif Global de Chenôve.

Cette nouvelle organisation du temps scolaire hebdomadaire entraîne des changements dans l'organisation des activités périscolaires :

- Suppression des NAP les lundis et jeudis,
- Allongement de la pause méridienne de 15 minutes,



- Suppression du temps de garderie, qui précédait le centre d'accueil, les mardis, mercredis et vendredis,
- Maintien des centres d'accueil périscolaires avec des horaires adaptés aux nouveaux horaires scolaires.

Ainsi, à la rentrée 2018, les horaires des activités périscolaires seront les suivants :

- Centre d'accueil avant l'école : 7h – 8h50
- Pause méridienne : 11h50 – 13h50
- Centre d'accueil après l'école : 16h50 – 18h30

Un nouveau règlement de fonctionnement des activités périscolaires est, par ailleurs, proposé au présent Conseil municipal, qui prend en compte les modifications énoncées ci-dessus.

Cette nouvelle organisation entraîne aussi des modifications substantielles à la convention formalisant le projet éducatif territorial en cours. Cette convention, qui lie la ville de Chenôve à la direction des services départementaux de l'Éducation Nationale, la direction départementale de la cohésion sociale et urbaine et la Caisse d'Allocation Familiales de Côte-d'Or sera résiliée, conformément à son article 9, dès la rentrée scolaire 2018.

La ville de Chenôve, qui s'est engagée depuis plusieurs mois dans l'élaboration d'un nouveau projet éducatif global, devra contracter une nouvelle convention avec ses partenaires institutionnels, laquelle sera effective au 1<sup>er</sup> septembre 2018.

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.551-1, D.521-10 et D.521-12 sur l'aménagement du temps scolaire et les activités périscolaires,

Vu le décret n° 2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques et l'article D.521-12 du code de l'éducation modifié corrélativement,

Vu les procès-verbaux des 12 conseils d'écoles de Chenôve du mois de mars 2018, majoritairement favorables à un retour à la semaine scolaire de 4 jours,

Vu l'avis favorable du CDEN du 13 mars 2018 émettant un avis favorable à l'organisation de la semaine scolaire sur 4 jours et le courrier en date du 13 mars 2018 informant de l'accord de la directrice académique de l'Éducation Nationale,

Vu notamment la délibération n° 65 du 16 juin 2014 relative au règlement interne de la restauration scolaire, des centres d'accueil périscolaire, des nouvelles activités périscolaires et de la garderie de la ville de Chenôve,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 16 mai 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 mai 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'approuver la semaine scolaire de quatre jours, correspondant à une répartition des heures d'enseignement sur huit demi-journées échelonnées, selon l'organisation suivante : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 8h50 à 11h50 et de 13h50 à 16h50,**

**ARTICLE 2 : D'approuver la nouvelle organisation des activités périscolaires (centre d'accueil avant l'école, pause méridienne, centre d'accueil après l'école), telle**

qu'exposée dans le présent rapport,

**ARTICLE 3 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes formalités et démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_049**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES SERVICES PÉRISCOLAIRES MUNICIPAUX ET DU RÈGLEMENT INTERNE DU SERVICE EXTRASCOLAIRE MUNICIPAL**

Prenant acte du résultat de la consultation sur les rythmes scolaires, et conformément à l'application du décret n° 2017 1108 du 27 juin 2017, la commune de Chenôve déroge à l'organisation de la semaine scolaire des écoles maternelles et élémentaires, dans le sens d'une répartition des heures d'enseignement sur huit demi-journées réparties sur quatre jours, à la rentrée scolaire 2018.

La semaine scolaire se déroulera selon les horaires suivants : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 8h50 à 11h50 et de 13h50 à 16h50.

Cette nouvelle organisation du temps scolaire hebdomadaire entraîne un certain nombre de changements :

1) Dans l'organisation des activités périscolaires, avec la suppression des NAP les lundis et jeudis, l'allongement de la pause méridienne de quinze minutes, la suppression du temps de garderie qui précédait le centre d'accueil les mardis et vendredis ainsi que les mercredis après le temps scolaire.

Par conséquent, il est proposé de modifier les horaires des accueils périscolaires comme suit :

- Centre d'accueil avant l'école : 7h - 8h50
- Pause méridienne : 11h50 - 13h50
- Centre d'accueil après l'école : 16h50 – 18h30

2) Dans l'organisation des activités extrascolaires (accueils de loisirs du Plateau et du Mail),

avec la proposition d'un mode de garde à la journée en plus de la demi-journée le mercredi hors vacances scolaires, en remplacement du temps scolaire du mercredi matin.

Par conséquent, il est proposé de modifier les horaires des accueils de loisirs du Plateau et du Mail comme suit :

- Les mercredis hors vacances scolaires : 7h30 à 18h30

Il est donc nécessaire de modifier le règlement intérieur des services périscolaires municipaux et le règlement interne du service extrascolaire municipal. Ces modifications seraient effectives au 1<sup>er</sup> septembre 2018.

Outre ces modifications subséquentes au retour à la semaine scolaire de 4 jours, il est également proposé :

1) De fusionner le règlement intérieur des services périscolaires municipaux et le règlement interne du service extrascolaire en un seul règlement intérieur des services péri-extrascolaires municipaux, dans un souci de simplification, d'harmonisation et pour une plus grande lisibilité à l'égard des usagers.

2) De redéfinir, suite à la mise en place de l'espace Citoyens en janvier 2018, les modalités de réservation des activités péri-extrascolaires. En effet, l'espace Citoyens, portail de services en ligne, permet aux familles depuis leur espace personnel et privé, notamment de gérer les réservations du restaurant scolaire et des accueils de loisirs du Plateau et du Mail et de régler leurs factures par le paiement en ligne.

À ces principales évolutions du règlement intérieur des services péri-extrascolaires, il apparaît pertinent d'apporter des précisions complémentaires sur le fonctionnement du service municipal péri-extrascolaire et par ailleurs, de proposer une offre de service plus diversifiée pour les accueils de loisirs, toujours dans un souci permanent de répondre au plus près aux besoins des usagers.

Pour les accueils périscolaires, il est proposé :

- Uniquement pour les trois classes de scolarisation de moins de 3 ans des écoles maternelles En Saint Jacques, Jules Ferry et Bourdenières, de privilégier une journée d'école sans accueil périscolaire, conformément au projet pédagogique de ces dispositifs. Par conséquent, les enfants admis au sein de ces trois dispositifs, ne pourraient pas avoir accès aux activités périscolaires (centre d'accueil et pause méridienne)
- Pour la restauration scolaire, de mentionner « accueil de la pause méridienne » au lieu de « restauration scolaire », en effet, ce temps éducatif est déclaré en accueil collectif de mineurs à la direction départementale de la cohésion sociale, et met en place des actions pédagogiques de sensibilisation notamment au gaspillage alimentaire, à l'équilibre nutritionnel, à la santé bucco-dentaire dans le cadre d'un projet éducatif.
- Pour la restauration scolaire, de mentionner la mise en place d'une commission de menus pour le restaurant scolaire, précisant les membres désignés et ses missions.
- Pour le centre d'accueil, d'en modifier son accès. Le service ne serait plus proposé uniquement aux enfants dont les deux parents travaillent. L'accès serait conditionné par la capacité d'accueil des locaux. Il serait établi des priorités, en particulier le travail des deux parents ou celui du parent isolé dans le cas d'une famille monoparentale.

Pour les accueils de loisirs du Plateau et du Mail, il est proposé :

- De mettre en place deux nouveaux modes de garde :
  - 1) Un accueil le matin avec repas qui répond aux besoins des familles et permet ainsi aux parents qui le souhaitent de venir chercher leur enfant à 13h30,
  - 2) Un accueil à la journée sans repas, qui permet d'alléger le temps journalier d'accueil, de favoriser le partage du repas en famille, tout en maintenant une participation des enfants à toutes les activités proposées.
- De garantir une gestion cohérente et optimisée des accueils de loisirs, en ajustant régulièrement l'offre de service avec la fréquentation. La direction de l'éducation propose

d'étudier, lorsque les effectifs prévisionnels le justifient, la fermeture d'une structure ou les deux, en informant les parents suffisamment en amont.

Ces modifications seraient également effectives au 1<sup>er</sup> septembre 2018.

Vu la délibération n° 65 du 16 juin 2014 relative à la réglementation interne de la restauration scolaire, des centres d'accueil périscolaire, des nouvelles activités périscolaires (NAP) et de la garderie de la ville de Chenôve

Vu les délibérations n° 76 et n° 77 du 27 juin 2016 relative au règlement intérieur des services périscolaires et relative au règlement interne du service extrascolaire de la ville de Chenôve,

Vu l'article L.2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 mai 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à adopter un nouveau règlement interne des services péri-extrascolaires conformément aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à y apporter toutes modifications de détail ne remettant pas en cause son économie,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes formalités et démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

# RÈGLEMENT INTÉRIEUR SERVICES PERI-EXTRASCOLAIRES MUNICIPAUX

ACCUEILS DE LA PAUSE MERIDIENNE  
CENTRES D'ACCUEIL  
ACCUEILS DE LOISIRS

## PREAMBULE

Les accueils péri-extrascolaires sont des services publics facultatifs gérés par la Ville de Chenôve. Ils sont déclarés en Accueils Collectifs de Mineurs et bénéficient d'un agrément. A ce titre, ils fonctionnent conformément aux avis de la Protection Maternelle et Infantile, aux instructions de la Caisse d'Allocations Familiales, aux instructions de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Côte d'Or et aux dispositions du règlement intérieur.

## I. L'ACCUEIL DE LA PAUSE MERIDIENNE

### 1-Présentation

La Ville de Chenôve propose aux élèves des écoles maternelles et élémentaires **un service de restauration dans chaque groupe scolaire de la commune de 11h50 à 13h50.**

Six restaurants scolaires servent ainsi aux élèves, les lundi, mardi, jeudi et vendredi, durant les périodes scolaires, des repas complets, sains et variés ;

Sur ce temps de pause méridienne, les enfants sont encadrés par des animateurs diplômés.

#### Les objectifs prioritaires du service définis dans le projet éducatif :

- ☞ Proposer à l'enfant un repas équilibré, de qualité et en quantité adaptée à ses besoins dans un environnement garantissant sa sécurité physique, son bien-être psychologique et affectif
- ☞ Favoriser l'accompagnement éducatif de l'enfant par l'apprentissage de l'autonomie, de la socialisation, de la découverte du goût et de l'équilibre alimentaire
- ☞ Eduquer l'enfant aux règles de la vie collective et de l'hygiène
- ☞ Organiser le temps de restauration pour en faire de véritables moments de détente, de convivialité et d'apprentissage du « bien manger » dans tous les sens du terme,
- ☞ Proposer des animations pédagogiques à thèmes en lien avec des partenaires

**Ces objectifs sont déclinés en actions développées sur le temps**

**exemple :**

- ☞ sensibilisation au gaspillage alimentaire avec la pesée des déchets après chaque repas
- ☞ sensibilisation à la santé bucco-dentaire avec le brossage de dents après chaque repas
- ☞ organisation d'un temps de lecture pour se détendre après chaque repas

## 2-Fonctionnement

En conformité avec l'application du guide pratique du GEMRCN (Groupement d'Etude des Marchés en Restauration Collective et de Nutrition) et du plan nutrition santé, chaque élément du menu sera servi aux enfants.

Une commission « MENUS » composée d'élus, de représentants de parents, de responsables de service, du prestataire retenu dans le cadre du marché public, se réunit une fois par trimestre pour établir les repas proposés par la conseillère en nutrition.

Cette commission peut décider d'actions pédagogiques dans le cadre de l'éducation au goût et de la notion d'équilibre des repas (menus à thèmes)

Les menus sont consultables sur le site de la ville et l'espace Citoyens

### ♦ Les régimes alimentaires

La restauration scolaire municipale ne peut répondre aux régimes alimentaires particuliers.

Toutefois, la Direction de l'Education pourra accepter les enfants qui auraient des **contre-indications médicales** si leur régime est compatible avec les possibilités du service de restauration scolaire et uniquement dans le cadre d'un projet d'accueil individualisé (P.A.I.) à renouveler à chaque rentrée.

### ♦ Les règles de conduite

L'enfant qui fréquente le restaurant scolaire municipal doit respecter :

- les consignes d'hygiène et de sécurité données par le personnel municipal.
- les équipes pédagogiques
- le matériel et les locaux
- le déroulement de la pause méridienne

 **L'enfant sera invité à goûter à tous les plats proposés.**

En école maternelle, les enfants de TPS et PS seront installés à la sieste après le repas sous la surveillance des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM)

En outre, tout enfant accueilli en restaurant scolaire ne pourra quitter la structure avant l'horaire scolaire sans décharge écrite des parents ou de la personne légalement responsable.

Les enfants ne peuvent être déposés à l'accueil de la pause méridienne par leurs responsables légaux s'ils ne fréquentent pas la classe le matin et l'après-midi

De même, les enfants ne peuvent fréquenter l'accueil de la pause méridienne s'il n'est pas souhaité qu'ils prennent le repas, sa fourniture constituant un objet essentiel du service

## II. LES CENTRES D'ACCUEIL

### 1-Présentation

La Ville de Chenôve propose également **un service d'accueil périscolaire (matin et soir) dans toutes les écoles maternelles et élémentaires de la commune**. Situés à l'articulation du temps scolaire, avant et après l'école, les centres d'accueil périscolaire sont des lieux de détente, de loisirs, de repos, dans l'attente soit de l'ouverture de la journée scolaire soit du retour en famille.

Encadré par des professionnels diplômés, l'enfant bénéficie d'activités élaborées dans le cadre du **projet pédagogique** des centres d'accueil et selon un programme d'activités défini en début d'année scolaire.

### 2-Fonctionnement

Un service d'accueil périscolaire est proposé en période scolaire dans tous les groupes scolaires:

- **Les matins de 7h00 jusqu'à 8h40**, début du temps scolaire.  
L'entrée en classe est à 8h50, les enseignants prennent les enfants en charge 10 minutes avant, soit à 8h40
- Les après-midis à l'issue du temps scolaire **de 16h50 jusqu'à 18h30**.



*Afin de respecter le rythme de l'enfant et son bien-être, un enfant présent dans la structure de 7h à 7h30 ne pourra plus l'être après 18h*

**Les enfants fréquentant les centres d'accueil ne sont pas autorisés à quitter seuls les structures.**

Les centres d'accueil ferment à **18h30 précises**. Passé cet horaire, s'il reste un enfant présent, un animateur reste avec lui à l'intérieur des locaux. A 19h00, après avoir pris toutes les dispositions pour prévenir les parents ou les personnes mentionnées lors de l'inscription, en dernier ressort, le responsable prendra les mesures nécessaires. De plus le représentant légal de l'enfant se verra contraint de payer des pénalités de retard.

Pour des raisons de responsabilité et de sécurité :

1. Les enfants doivent être accompagnés le matin jusqu'à la salle du centre d'accueil. Ils ne sont pas autorisés à quitter le centre d'accueil sans accompagnateur le soir.
2. Les parents peuvent désigner lors de l'inscription les personnes autorisées à venir chercher les enfants : **seuls les parents ou toute autre personne préalablement déclarée et autorisée par écrit par au moins un des deux parents, pourra repartir avec le(les) enfants fréquentant cette activité.**

## III. LES ACCUEILS DE LOISIRS DU PLATEAU ET DU MAIL

### 1-Présentation

La municipalité offre deux structures de loisirs pour les enfants et les jeunes de Chenôve :

- L'accueil de loisirs maternel du Mail (enfants de 3 à 5 ans)
- L'accueil de loisirs du plateau (enfants de 6 ans à 16 ans)

En fonction des événements ( baisse d'effectifs, calendrier scolaire ...etc) la direction de l'éducation se réserve le droit de fermer une ou les deux structures.

En cas de fluctuation importante des effectifs à l'accueil de loisirs du Mail, la direction de l'éducation se réserve le droit d'orienter les enfants vers l'accueil de loisirs du Plateau.



Les équipes pédagogiques mettent l'enfant au cœur de leurs actions et veillent à :

- Son bien-être.
- Son éveil à la vie en collectivité et dans ce contexte au développement de son autonomie.
- Son épanouissement physique et intellectuel.

Les accueils de loisirs sont agréés et contrôlés par différents organismes :

- Direction Départementale de la Cohésion Sociale (réglementation – conseils).
- Direction Départementale de la Protection des Populations (hygiène).
- Conseil Général, Protection Maternelle Infantile (PMI).
- Service de sécurité (Incendie).

## 2-Fonctionnement

Les enfants sont sous la responsabilité de l'accueil de loisirs dans le temps des horaires prévus, soit de 7h30 à 18h30.

### ***Horaires des mercredis et des vacances:***

Un service d'accueil et de ramassage par le bus (uniquement pour l'accueil de loisirs du Plateau) est assuré de 7h30 à 9h00 et de 17h00 à 18h30.

- Un enfant inscrit en semi-journée le matin sans repas quitte sa structure d'accueil à 12 h00.
- Un enfant inscrit en semi-journée le matin avec repas quitte sa structure d'accueil à 13h30.
- L'enfant inscrit en semi-journée l'après-midi sans repas se présente dans sa structure à 13 h 30 et la quitte aux horaires habituels du soir.
- Un enfant inscrit en journée sans repas quitte sa structure à 12h00 et revient dans sa structure à 13h30.

### ***Organisation des mercredis ( journée sans repas, journée avec repas, semi-journée sans repas, matin avec repas :***

Sur le dossier d'inscription les parents choisissent :

#### ***« Mercredis réservés »***

Les enfants sont inscrits sur la liste de leurs groupes d'âge tous les mercredis (hors vacances scolaires).

#### ***« Mercredis à la demande »***

Les enfants sont inscrits sur la liste de leurs groupes d'âge les mercredis à la demande des parents (hors vacances scolaires).

### ***Organisation des vacances :***

#### ***« Petites vacances »:***

Un mois avant la période des vacances concernées, une fiche de réservation est envoyée ou tenue à disposition des familles.

#### ***« Grandes vacances » :***

La fiche de réservation est disponible au mois de mai.

Avant et après les horaires fixés, sous réserve de retards imputables au fonctionnement du service, les enfants sont sous la responsabilité des parents.

Sans autorisation parentale dûment remplie au préalable et avec l'accord du service, aucun mineur ne pourra rejoindre son domicile sans être accompagné de la personne légalement responsable de l'enfant.

Toutefois, une personne désignée par ce dernier, soit lors de l'inscription, soit en cas d'empêchement pourra récupérer l'enfant à la descente du bus, en présentant un justificatif d'identité et une autorisation écrite préalable.

A défaut d'autorisation et en cas d'absence de la personne responsable de l'enfant après les horaires, les animateurs le confient à la direction du service. Une demi-heure plus tard et après avoir tenté de contacter les parents, elle prévient les autorités compétentes qui prendront toutes les dispositions qu'elles jugeront utiles à l'égard de l'enfant.

Les Accueils de Loisirs tiennent à la disposition du public :

- Le présent règlement
- La fiche des horaires de bus pour l'accueil du plateau
- La grille des tarifs suivant les quotients familiaux ainsi que celle des prestations extérieures.
- Les fiches de réservation des périodes de vacances
- L'attestation justifiant la souscription du contrat d'assurance
- Le projet éducatif de la municipalité pour les actions du service
- Les projets pédagogiques des différentes périodes d'accueil
- Le déroulement des séjours
- Les programmes d'activités des groupes des accueils de loisirs du mail et du plateau

Tous ces documents sont disponibles et téléchargeables sur l'Espace Citoyens

*Tout changement de coordonnées devra être signalé dans les meilleurs délais au secrétariat du service*

### 3-Programmes d'activités

L'approche éducative des animateurs, l'organisation de la vie collective, découlent des objectifs pédagogiques fixés par les différentes équipes. A ce titre, les activités proposées doivent permettre l'éveil de l'enfant, son apprentissage de la vie en collectivité et le respect des règles établies.

Les animateurs tiennent compte dans la mesure du possible des attentes et des besoins des enfants.

Les équipes de direction s'attachent à suivre les programmes proposés. Cependant, ils peuvent être modifiés, sans information préalable, compte tenu de facteurs indépendants de la volonté du service.

Les programmes sont disponibles sur l'espace Citoyens de la ville et sont distribués dans tous les groupes scolaires avant chaque période.



Toute objection concernant la pratique d'une activité devra être signalée par écrit à la direction des accueils de loisirs.

## IV. GENERALITES POUR TOUS LES SERVICES PERI-EXTRASCOLAIRES

### 1. LES MODALITES D'INSCRIPTION

**Tous les documents nécessaires aux inscriptions sont téléchargeables sur l'espace Citoyens.**

La demande d'inscription aux services péri-extrascolaires municipaux est faite par les parents ou la personne légalement responsable de l'enfant en fin d'année scolaire pour l'année suivante durant la période indiquée par la Direction de l'Education et si besoin tout au long de l'année.

Toute inscription réalisée en cours d'année ou toute modification relative aux formules de fréquentation prend effet **2 jours ouvrés après la date de dépôt du dossier complet et validé** auprès de la Direction de l'éducation - ex : une inscription ou une modification réalisée le lundi est effective le jeudi suivant.

Les changements de situations familiales, d'adresse, de numéros de téléphone, d'école doivent être immédiatement signalés à la Direction de l'Education, soit par le biais de l'espace Citoyens, soit directement au pôle accueil Familles.

L'admission aux services péri-extrascolaires est conditionnée à ce que **la famille soit à jour de l'intégralité des paiements.**



**Pour les enfants accueillis dans les classes spécifiques de scolarisation de moins de 3 ans, sur les écoles Bourdenières, En Saint Jacques et Ferry, pas d'inscription possible aux activités périscolaires (centre d'accueil et pause méridienne), afin de respecter le projet pédagogique de ces 3 classes spécifiques qui privilégie la place des parents dans l'accueil quotidien des enfants au sein de la classe.**



**En dehors de ces 3 classes spécifiques, pour les enfants âgés de moins de 3 ans au 31 décembre de l'année scolaire en cours,** l'admission à l'un des services périscolaires sera soumise à l'accord préalable du directeur de l'école et de l'enseignant. Pour le bien-être de l'enfant, les services de la PMI pourront être sollicités.

#### ❖ Modalités d'inscription à l'accueil de la pause méridienne

Les réservations et les annulations des repas du restaurant scolaire se font au plus tard **2 jours ouvrés** avant la date souhaitée.

Réservation et/ou annulation possibles jusqu'au	Date de repas souhaitée
jeudi	lundi
vendredi	mardi
mardi	jeudi
mercredi	vendredi

➤ Via l'espace Citoyens ou par téléphone :

<b>Espace citoyens</b> <a href="http://www.ville-chenove.fr">www.ville-chenove.fr</a> (se connecter à votre espace personnel)	<b>Direction de l'Education - Service scolaire</b> <b>Hôtel de Ville – aile droite</b> <b>2 place Pierre Meunier</b> <b>☎ 03.80.51.56.36</b>
---	---

Pour les réservations ou les annulations exceptionnelles concernant la direction de l'éducation **entre 8h05 et 9h dernier délais.**

Aucune commande de repas n'est acceptée pour le jour même après 9h.

### ❖ Modalités d'inscription au centre d'accueil

L'inscription se fait à l'année sans réservation au préalable. Les familles peuvent emmener leurs enfants le matin ou le soir en fonction de leurs besoins.

L'accès au service est conditionné par la capacité d'accueil. C'est pourquoi il sera établi des priorités en particulier le travail des deux parents ou celui du parent isolé dans le cas d'une famille monoparentale.

### ❖ Modalités d'inscription aux accueils de loisirs du Plateau et du Mail

Tous les enfants inscrits en maternelle seront accueillis à l'accueil de loisirs du Mail et les enfants inscrits en élémentaire à l'accueil de loisirs du Plateau. Ces accueils de loisirs sont également ouverts aux habitants extérieurs à Chenôve.

Les réservations et les annulations aux activités des accueils de loisirs se font au plus tard 2 jours ouvrés avant la date souhaitée, (voir tableau ci-dessus pour la pause méridienne).

Pour le mercredi, il est possible de modifier - réservation ou annulation - jusqu'au lundi précédent. via l'espace Citoyens ou par téléphone :

<b>Espace citoyens</b> <a href="http://www.ville-chenove.fr">www.ville-chenove.fr</a> (se connecter à votre espace personnel)	<b>Direction de l'éducation Accueils de Loisirs</b> <b>Hôtel de Ville</b> ☎ 03.80.51.56.36 ou ☎ 03.80.51.55.90
---	--

### ATTENTION :

**Toutes réservations ou annulations hors délai et toutes absences de réservation ou d'annulation entraînera la facturation d'une pénalité financière selon la grille tarifaire en vigueur**

## 2. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### ◆ Assurances

Une assurance couvre les utilisateurs du service contre les faits occasionnés par un accident relevant de la responsabilité civile de la Ville. Celle-ci ne pourra être mise en cause ni pour le non-respect du règlement intérieur par l'utilisateur, ni pour tout autre motif : vol, détérioration, perte de vêtements ou d'objets de valeurs, etc.

Aussi, il est vivement conseillé aux familles de souscrire une **assurance responsabilité civile et extrascolaire** pour couvrir les dommages occasionnés ou subis par leurs enfants, ne relevant pas de la responsabilité de la commune.

Toute détérioration volontaire du matériel dans les structures péri-extrascolaires sera prise en charge par les parents.

#### ♦ Médicaments

Le personnel municipal n'est pas autorisé à donner des médicaments aux enfants. Les cas exceptionnels de traitement de fond ou d'allergie seront traités dans le cadre d'un projet d'accueil individualisé (P.A.I.) à renouveler à chaque rentrée scolaire.

#### ♦ Maladie-accident

En cas de doute sur l'état de santé d'un enfant, l'équipe de direction en informe aussitôt les parents afin qu'ils puissent le prendre en charge dans les meilleurs délais ou organiser avec eux l'accès aux soins. En cas d'urgence ou pour les accidents physiques « graves », le directeur de l'accueil appelle tous services médicaux d'urgence dans les meilleurs délais et prend toutes mesures pour informer les parents et les autorités compétentes.

#### ♦ Hygiène

Il sera fait remarquer aux parents ou responsable légal tout manquement aux règles élémentaires d'hygiène d'un enfant à son arrivée dans les structures d'accueil (propreté vestimentaire et corporelle, état de santé). Un enfant atteint de pédiculose (présence de poux) et non traité n'est pas admis dans les activités du service.

#### ♦ Objet de valeur

Le service ne peut être reconnu responsable en cas de perte, vol, bris d'objet ou vêtements apportés ou portés. Il est par conséquent déconseillé de venir à une activité du service en portant des tenues vestimentaires onéreuses, bijoux ou objets de valeur. De même, le service ne sera pas responsable des sommes d'argent éventuellement détenues.

#### ♦ Radiation

L'enfant pourra être radié à l'un des temps péri-extrascolaire :

- à la demande des parents ou de la personne légalement responsable
- en cas de non-paiement dans les délais impartis,
- en cas de repas non décommandés, de manière quasi-systématique,
- en cas de retards répétés (après 18h30 pour le centre d'accueil et les accueils de loisirs),
- en cas d'indiscipline notoire, d'insolence et d'impolitesse de l'enfant vis-à-vis du personnel ou du groupe : une exclusion temporaire sera notifiée à la famille et pourra être suivie, en cas de récurrence, d'une exclusion définitive,
- en cas de faits graves, de violences physiques ou de comportements inadaptés : **l'exclusion immédiate et définitive de tous les services péri-extrascolaires pourra être prononcée**

### 3. LA FACTURATION DES SERVICES PERI-EXTRASCOLAIRES

Les tarifs sont fixés par le Conseil Municipal, ils sont revalorisés par délibération chaque année. Ils sont définis par le quotient familial de la famille. Il existe une grille de tarifs pour les habitants de Chenôve et une autre pour les habitants extérieurs. **Ils sont consultables sur l'espace Citoyens** Afin de faciliter les démarches des familles, le paiement sécurisé par carte bancaire est possible depuis l'espace Citoyens.

**LA NON-PRÉSENTATION DE L'AVIS D'IMPOSITION DANS LES DÉLAIS IMPARTIS ENTRAÎNE LA FACTURATION DES PRESTATIONS CONSOMMÉES AU TARIF MAXIMUM SANS POSSIBILITÉ DE RÉVISION DES FACTURES DÉJÀ GÉNÉRÉES.**



## Facturation de l'accueil de la pause méridienne

- l'unité de facturation est le repas,
- il existe un tarif « repas élémentaire » et un tarif « repas maternel »,
- tout repas non réservé ou annulé dans les conditions décrites au paragraphe III, entraînera la facturation d'une pénalité financière selon la grille tarifaire en vigueur



## Facturation des centres d'accueil

- les unités de facturation du matin et du soir sont forfaitaires et cumulatives, elles s'appliquent dès lors que l'enfant est présent dans la structure quelle que soit la durée,
- tout retard à partir de 18h30 entraînera la facturation d'une pénalité financière selon la grille tarifaire en vigueur.

## Facturation des accueils de loisirs du Plateau et du Mail

- Des frais de dossier pour l'année scolaire en cours (de septembre à août) sont facturés à la fin du mois de l'inscription.
- Toute fréquentation normalement réservée est facturée en fin de mois au tarif à acquitter effectivement par la famille
- En cas d'absence, toute journée ou ½ journée réservée et non annulée dans les délais définis est facturée au tarif à acquitter effectivement par les familles.
- En cas de présence, sans réservation préalable dans les délais définis, la journée ou ½ journée est facturée au tarif à acquitter effectivement par la famille majoré de 15%.

Les tarifs à acquitter effectivement par la famille sont définis par le quotient familial, moins les aides au temps libre de la Caisse d'Allocations Familiales pour les familles bénéficiaires.

### **Prestations extérieures :**

Pour certaines activités, il est demandé une participation financière supplémentaire (cinéma, sorties exceptionnelles, mini-camps...) dont le montant est imputé directement sur les factures.



**L'inscription d'un enfant à l'un des services péri-extrascolaires municipaux implique l'acceptation et la signature du présent règlement.**

*\*Les tarifs auxquels il est fait référence sont affichés à la Direction de l'Education et peuvent être consultés sur le site internet de la Ville de Chênôve : [www.ville-chenove.fr](http://www.ville-chenove.fr)*



**La CAF participe financièrement au fonctionnement des  
Accueils de loisirs péri-extrascolaires**

60  
Délibéré en Conseil Municipal le 28 Mai 2018

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_050**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **DÉVELOPPEMENT DURABLE – AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION AVEC DIJON MÉTROPOLE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE LA MISE EN PLACE D'UNE STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE PATRIMONIALE**

Depuis plusieurs années, Dijon Métropole intègre le développement durable dans son fonctionnement et dans l'exercice de ses compétences notamment dans l'objectif :

- D'améliorer la qualité de vie des habitants,
- De maîtriser les dépenses énergétiques,
- De participer activement au défi mondial du changement climatique.

Dans ce cadre, la métropole a mis en place le dispositif spécifique appelé « Illicommunes » qui permet aux communes de bénéficier d'un accompagnement dans l'élaboration et la mise en application de leur stratégie énergétique patrimoniale.

La ville de Chenôve s'est engagée dans ce dispositif en signant, le 23 mars 2015, une première convention qui est, aujourd'hui, arrivée à son terme.

La maîtrise et la réduction des consommations énergétiques ainsi que l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments communaux sont, pour la municipalité, deux axes majeurs de sa politique de développement durable.

Le renouvellement de la participation au dispositif « Illicommunes » permettrait à la ville de Chenôve de :

- Disposer des services d'un conseil en énergie partagé qui l'accompagnera dans la gestion des consommations d'énergie des bâtiments communaux (suivi, analyse ...) et la mise en



œuvre de solutions techniques (réalisation de diagnostics ou d'audits énergétiques, accompagnement sur des projets de rénovation, réhabilitation ou construction de bâtiments, réalisation d'études d'opportunité, actions de sensibilisation du personnel ...),  
- Mutualiser avec le service énergie de Dijon Métropole les dépôts des dossiers de Certificats d'Economie d'Energie (CEE) et leur revente. Le produit de la vente de ces CEE sera intégralement reversé à la commune, à la différence de la première convention Illicommunes qui prévoyait un partage à parts égales des bénéfices de la vente entre la commune et la métropole.

La convention, dont le projet est annexé à la présente délibération, est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa notification et peut être dénoncée annuellement.

Considérant le précédent exposé,

Vu le projet de convention joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 15 mai 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 16 mai 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre Dijon Métropole et la Commune de Chenôve pour l'accompagnement de la mise en place d'une stratégie énergétique patrimoniale conformément aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous actes et effectuer toutes formalités nécessaire à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales





## CONVENTION

### Entre Dijon métropole et la Commune de Chenôve pour l'accompagnement de la mise en place d'une stratégie énergétique patrimoniale

#### PREAMBULE

La maîtrise des consommations d'énergie représente un enjeu aussi important dans les communes petites et moyennes que dans les grandes, et leur intérêt à économiser est tout aussi important, étant donné le contexte actuel de réchauffement climatique et de fort coût énergétique.

Dijon métropole, en concertation avec les Communes, a identifié un besoin de compétence pour améliorer l'efficacité énergétique de leur patrimoine communal et un besoin d'accompagnement pour récupérer et revendre les CEE.

Ainsi, la présente convention a pour objet de préciser les engagements de Dijon métropole et de la commune de Chenôve afin d'assurer l'accompagnement de la Commune par un Conseil en Energie Partagé, la réalisation de pré-diagnostics de bâtiments en fonction de ce qu'il est envisageable de réaliser, la mutualisation des dépôts des dossiers de certificat d'économie d'énergie (CEE) ainsi que la prise en charge de la revente des certificats d'économies d'énergie avec le service énergie de Dijon métropole.

#### ENTRE :

Dijon métropole, représentée par son Président, M. François REBSAMEN, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil communautaire du XXXXX, désignée ci-après « Dijon métropole ».

#### ET :

La Commune de Chenôve représentée par son Maire, M. Thierry FALCONNET, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil municipal du XXXXX, désignée ci-après « la Commune ».

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : CONDITION PREALABLE A LA SIGNATURE DE LA CONVENTION**

Pour bénéficier de l'accompagnement à la mise en place d'une stratégie énergétique patrimoniale développé ci-dessous, la Commune doit, d'ores et déjà, participer activement à la démarche Illicommunes mise en place par Dijon métropole.

Elle a finalisé sa mallette Illicommunes.

Elle participe activement aux rencontres du réseau Illicommunes organisées par Dijon métropole.

### **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

Dijon métropole s'engage à accompagner les communes via le Service Ecologie Urbaine porteur de la mission de Conseil en Energie Partagé. Celui-ci pourra le cas échéant être accompagné par un bureau d'études.

La présente convention est consentie et acceptée pour une période de 3 ans à compter de sa date de notification.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties, au moins trois mois avant la fin de chaque période annuelle.

## **I. COLLECTE DES OPERATIONS D'ECONOMIE D'ENERGIE EN VUE DE LA RECUPERATION DE CEE ET DE LEUR VALORISATION**

### **ARTICLE 3 : OBJET**

La présente convention a pour premier objet de confier à Dijon métropole, qui l'accepte, le soin de procéder au dépôt des dossiers de demande de CEE et à la revente de ces CEE auprès d'obligés une fois obtenus.

Le dispositif créé en 2005 par la loi de Programmation des orientations de la politique énergétique (POPE) (n° 2005-781 du 13 juillet 2005) rend les collectivités territoriales éligibles aux certificats d'énergie : elles ont la capacité autonome d'obtenir et de revendre des CEE aux fournisseurs dits « obligés ».

Le dispositif est complexe : près de 184 fiches d'opérations standardisées publiées par le ministère de la Transition Ecologique et Solidaire précisent les conditions d'éligibilité et les modalités d'évaluation des économies d'énergie pour différents travaux d'efficacité énergétique.

Dijon métropole propose, dans le cadre de sa mission Plan Climat Air Energie Territorial, de faciliter la démarche des communes qui ont réalisé des opérations d'économies d'énergie et qui souhaiteraient les valoriser.

## **ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE**

Pour que les dossiers puissent être déposés par Dijon métropole, la commune, accompagnée par le conseiller en énergie partagé, s'engage à fournir les pièces administratives et commerciales suivantes, conformément à l'arrêté du 29 décembre 2010 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie :

### **Identification du demandeur**

- Nom, adresse siège social, numéro SIREN, nom et qualité de la personne qui donne le mandat

### **Caractéristiques des opérations d'économies d'énergie**

Pour chaque opération d'économies d'énergie, la demande comporte :

- La copie de la facture relative à l'opération ou un autre document permettant de s'assurer de la réalisation effective de l'opération ou la copie d'un document financier ou comptable ou tout autre document permettant de s'assurer de la réalisation effective de cette opération
- Afin de s'assurer de ne pas délivrer plusieurs fois des CEE pour l'opération concernée :
  - o une attestation sur l'honneur signée par le professionnel maître d'œuvre de l'opération, précisant son engagement à fournir exclusivement au demandeur les documents permettant de valoriser cette opération au titre du dispositif des CEE ;
  - o une attestation sur l'honneur signée par le bénéficiaire de l'opération précisant son engagement à fournir exclusivement au demandeur les documents permettant de valoriser cette opération au titre des CEE.

Pour chaque opération standardisée d'économie d'énergie :

- une attestation sur l'honneur signée par le bénéficiaire de cette opération, sur le respect, pour la partie qui le concerne, des critères et conditions figurant dans la fiche d'opération standardisée correspondante ;
- une attestation sur l'honneur signée par le professionnel maître d'œuvre, du respect, pour la partie qui le concerne, des critères et conditions figurant dans la fiche d'opération standardisée correspondante ;
- le cas échéant, l'assurance que les documents complémentaires précisés par la fiche d'opération standardisée correspondante sont tenus à la disposition de l'autorité administrative compétente.

Ces attestations peuvent être regroupées sur le même document.

En outre, les informations suivantes doivent être mentionnées :

- l'intitulé de l'opération ;

- l'adresse postale précise du lieu de réalisation quand l'opération d'économies d'énergie se déroule dans un lieu fixe clairement établi ;
- les dates d'engagement et de fin de réalisation de l'opération (ces dates peuvent être identiques).

Si la demande est liée à l'installation d'un équipement permettant le remplacement d'une source d'énergie non renouvelable par une source d'énergie renouvelable pour la production de chaleur ou de froid, la demande comporte l'attestation sur l'honneur signée par le bénéficiaire de l'opération, que l'opération n'a pas bénéficié d'une subvention de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME).

Compte tenu du délai d'1 an maximum entre la fin des travaux et le dépôt du dossier, la commune s'engage à ne fournir que les pièces justifiant d'opérations datées de moins de 6 mois au moment de la demande.

## **ARTICLE 5 : ENGAGEMENT DE DIJON METROPOLE**

Dijon métropole s'engage à informer les communes :

- du dépôt du dossier,
- de l'obtention des certificats,
- du prix de vente des certificats,
- de l'obtention du produit de la vente.

Dijon métropole s'engage à reverser à la commune bénéficiaire 100 % du produit de la vente des certificats concernant les opérations réalisées par celle-ci sous réserve que les opérations d'énergie aient été réalisées durant la période de validité de la présente convention.

## **ARTICLE 6 : LITIGES**

Pour toutes les questions non prévues par la présente convention, les parties s'engagent à rechercher ensemble la meilleure solution, dans le respect des intérêts de chacun.

En cas de litige, le Tribunal administratif de Dijon est compétent.

## **II. ACCOMPAGNEMENT DANS LA MISE EN PLACE DE LA POLITIQUE ENERGIE / CLIMAT DE LA COMMUNE**

### **ARTICLE 7 : OBJET**

Depuis 2013, Dijon métropole a développé au sein du Service Ecologie Urbaine la mission de Conseil en Energie Partagé, mutualisée entre toutes les communes adhérentes, afin de les accompagner à maîtriser leurs dépenses énergétiques.

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles la commune va bénéficier du Conseil en Energie Partagé développé par Dijon métropole et de réalisation de diagnostic énergétique du patrimoine bâti.

## **ARTICLE 8 : DESCRIPTION DU CONSEIL EN ENERGIE PARTAGE**

Le Conseil en Energie Partagé porte sur l'ensemble des fluides dont la dépense est supportée par la commune : combustible, électricité, éclairage public, eau...

Le service de Conseil en Energie Partagé comprend, dans la limite du temps de travail imparti, tel que défini à l'article 13 :

1. Un état des lieux (obligatoire) qui comprend une première rencontre avec la commune permettant :
  - d'identifier les grandes lignes politiques en matière d'énergie de la commune ainsi que la place de l'énergie dans les préoccupations du gestionnaire,
  - la collecte de données et d'information : consommation énergétique, description des bâtiments et des installations, relevés sur factures (3 dernières années), relevés des consommations d'énergie et d'eau si possible..., les types de contrat réalisés par la commune ainsi que la tarification (EdF, GdF, fioul, GPL,...),
  - les études en matière d'énergie déjà réalisées par la commune,
  - la liste des travaux réalisés et leur impacts : description des travaux, recueil d'éléments technico-économiques...,
  - le développement des ENR par la commune,
  - la visite de sites,

Une restitution de l'état des lieux sera présentée à la Commune accompagné de préconisations.

2. Aide à la gestion des consommations (obligatoire) et aux achats d'énergies (facultatif) :
  - Suivi et analyse des consommations d'énergies et des factures du patrimoine communal afin de détecter les dérives de fonctionnement, les erreurs de facturation et les éventuelles optimisations tarifaires possibles (sur la base des informations reçues par le conseiller) ;
  - Mise en place de tableaux de bord de suivi des consommations et des coûts par bâtiment ;
  - Analyse et synthèse des résultats de consommations, élaboration d'un bilan annuel de consommations présentant :
    - l'évolution des consommations et des coûts par rapport aux 3 années précédentes,
    - la classification des bâtiments en fonction de leurs ratios de consommation et de coûts et une appréciation des résultats de la commune par rapport à ceux observés dans d'autres communes sur des établissements similaires,

- des préconisations d'amélioration des installations et de réduction des consommations et/ou des coûts.
- Mise en œuvre éventuelle de procédures d'achats groupés d'énergies ;
- Accompagnement sur la construction des dossiers de demande de Certificat d'Economie d'Energie.

3. Aide à la mise en œuvre de solutions techniques (facultatif) :

- Réalisation d'études : pré-diagnostics thermiques de bâtiment, Diagnostics de Performance Energétique (DPE), diagnostics de chaufferies et d'installations de chauffage-climatisation, changement d'énergie, audit énergétique.  
Ces études doivent permettre de définir des priorités d'actions et déboucher sur un programme de travaux.
- Conseils pour la mise en place ou la mise en concurrence des contrats d'exploitation des installations de chauffage-ventilation-climatisation.
- Accompagnement des projets de réhabilitation ou de création de bâtiments (participation à la définition du projet, avis sur les solutions proposées par l'équipe d'ingénierie, sur les coûts de fonctionnement futurs, analyse des propositions d'entreprises...), visites de chantier, réception des installations, suivi des performances atteintes).
- Assistance concernant les installations de production et de distribution de chauffage (réalisation de cahiers des charges, assistance à la consultation, analyse des offres, suivi éventuel de chantier, réception de travaux).
- Actions ponctuelles de sensibilisation du personnel de la commune et des élus à la démarche de maîtrise de l'énergie.
- Promotion des réalisations exemplaires et des techniques les plus adaptées à l'amélioration des bâtiments communaux.
- Etude d'opportunité d'installations utilisant les Energies Renouvelables telles que panneaux photovoltaïque, chaufferies bois (hors réseaux de chaleur)...
- Accompagnement de la commune dans la construction des dossiers de certificats d'économie d'énergie.

## **ARTICLE 9 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE**

La commune s'engage à mettre les moyens nécessaires pour avancer dans la mise en place d'une stratégie énergétique du patrimoine communal.

La commune désigne un élu référent pour le suivi d'exécution de la présente convention, et un agent référent (si l'agent référent n'est pas renseigné, l'élu référent remplira alors les fonctions de l'agent référent) pour assurer la transmission des informations nécessaires à la mission (contrat de fourniture d'énergie, caractéristiques des appareils installés, etc.) et accompagnera le conseiller lors des visites des bâtiments.

L' élu référent désigné par la commune est :

Fonction : XXXX

Mail : XXXXX

Téléphone : XXXXX

La personne référente (si différente de l' élu) désignée par la commune est :

Fonction : XXXXX

Mail : XXXX

Téléphone : XXXXX

La commune s'engage à transmettre dans les meilleurs délais :

- toutes les informations requises pour l'élaboration de l'état des lieux ou des pré-diagnostic s'ils sont réalisés, pour les suivis périodiques, pour le contrôle des factures reçues et pour l'élaboration du bilan annuel.
- Toutes les informations concernant des modifications sur les bâtiments et sur leurs conditions d'utilisation, sur les équipements énergétiques et sur les modalités d'abonnement.
- Toutes les informations nécessaires dans le cadre d'une assistance à la mise en œuvre de solution technique.

La commune informe le conseiller en énergie partagé de toute modification réalisée (et dans la mesure du possible, de toute modification envisagée) sur les bâtiments et sur leurs conditions d'utilisations, sur les équipements énergétiques et sur les modalités d'abonnements.

La commune s'engage à affecter un budget permettant la mise en œuvre des solutions contribuant à la maîtrise de l'énergie.

La commune s'engage à définir une organisation interne permettant d'incrémenter régulièrement le logiciel de suivi des consommations énergétiques patrimoniales mis à sa disposition gratuitement (les éventuels coûts de licence étant pris en charge financièrement par Dijon métropole) ; l'analyse des évolutions des consommations énergétiques étant primordiale pour la préconisations d'actions ou de travaux de maîtrise de l'énergie).

La commune s'engage à minima à réaliser l'ensemble des actions de maîtrise de l'énergie préconisées par le conseiller en énergie partagé dont le retour sur investissement est inférieur à deux ans.

La commune s'engage à assurer la responsabilité des actions qu'elle mène suite aux recommandations formulées par le conseiller en énergie partagé.

La commune s'engage à poursuivre son investissement au sein du dispositif Illicommunes mis en place par Dijon métropole.

La commune s'engage à ne pas bénéficier d'un accompagnement du même type par un autre organisme parallèlement à l'accompagnement mis en place par Dijon métropole.



## **ARTICLE 10 : ENGAGEMENT DE DIJON METROPOLE**

Dijon métropole s'engage à financer l'intégralité de la mise en place d'un accompagnement de conseil en énergie partagé au profit des communes de la métropole signataires de la dite convention.

Un bilan annuel sera réalisé afin d'identifier les perspectives de ce dispositif.

Dijon métropole assure la stricte confidentialité de l'ensemble des informations transmises par la commune. Il est tenu à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elle aura connaissance au cours de la présente convention. Dijon métropole s'engage à n'utiliser aucune des informations et données transmises dans le cadre de cette convention. Dans le cas où Dijon métropole souhaiterait récupérer des informations, elle s'engage à demander l'autorisation auprès de la commune pour récupérer ces informations. Dijon métropole s'engage à mettre en place les moyens adéquats pour l'exécution de la présente convention.

Dijon métropole s'engage à traiter les informations communiquées dans les plus brefs délais et informer la commune en cas d'anomalie, aussi bien pour le suivi périodique que pour le contrôle des facturations.

Dijon métropole s'engage à transmettre un bilan annuel des consommations d'énergie assorti des recommandations prévues.

La chargée de mission du Service Ecologie Urbaine de Dijon métropole en charge du dispositif Illicommunes sera la référente des communes pour l'accompagnement de la mise en place de la stratégie énergie/climat des communes.

## **ARTICLE 11 : LIMITES DE LA CONVENTION**

La mission décrite par la présente convention est une mission de conseil et d'accompagnement, et non de maîtrise d'œuvre ; la collectivité garde la totale maîtrise des travaux plus généralement des décisions à prendre, dont elle reste seule responsable.

## **ARTICLE 12 : TEMPS D'INTERVENTION DU CONSEIL EN ENERGIE PARTAGE DANS LA COLLECTIVITE**

Le temps d'intervention de l'accompagnement du conseil en énergie partagé sera réparti équitablement entre les communes adhérentes selon les modalités suivantes :

- Accompagnement personnalisé dédié à chaque commune couvrant des réunions annuelles avec les services techniques et les élus de la commune pour définir les besoins et les missions, définir une stratégie énergétique patrimoniale etc...



- En complément de l'accompagnement personnalisé, des missions, définies à l'avance, sous forme de bons de commande soumis à validation par le Service Ecologie Urbaine de Dijon métropole afin de respecter une équité du volume et du temps des missions demandées entre toutes les communes.
- Accompagnement collectif des communes pour des missions telles que des actions de sensibilisation, des journées de formation sur des nouveaux logiciels et des réunions collectives.

Fait en deux exemplaires originaux  
A Dijon, le

Pour la Commune de Chenôve  
Le Maire,

Pour Dijon métropole  
Le Président,

Thierry FALCONNET

François REBSAMEN

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_051**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – FIXATION DU NOMBRE DE REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL AU COMITÉ TECHNIQUE ET COMITÉ D'HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL COMMUNS « VILLE/CCAS », MAINTIEN DU PARITARISME ET DÉCISION DU RECUEIL DE L'AVIS DES REPRÉSENTANTS DES EMPLOYEURS QUE SONT LA VILLE ET LE CCAS DE CHENÔVE**

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié par le décret du 27 décembre 2011, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Les prochaines élections professionnelles dans la fonction publique se tiendront le 6 décembre 2018.

À cette occasion, les agents seront appelés à désigner leurs représentants dans les instances de concertation de la fonction publique que sont la Commission Administrative Paritaire (CAP), la Commission Consultative Paritaire (CCP), le Comité Technique (CT), le

Comité d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT).

La ville de Chenôve étant obligatoirement affiliée au Centre de Gestion de la Côte-d'Or, elle n'aura pas à organiser dans ses locaux l'élection des représentants de la CAP et de la CCP, ces deux instances étant placées auprès du Centre de Gestion de la Côte-d'Or. L'élection se fera par correspondance et sera organisée par ce dernier.

La ville de Chenôve employant plus de 50 agents, elle a l'obligation de créer un CT et un CHSCT et corrélativement, de procéder à l'élection de ceux-ci. Les délibérations des 16 et 17 décembre 2013 du Conseil Municipal et du Conseil d'Administration du C.C.A.S rattaché à la Ville de Chenôve portent création d'un CT et d'un CHSCT communs aux deux entités.

Le nombre de représentants du personnel siégeant au CT et au CHSCT est fixé en fonction de la strate démographique dont relève la collectivité. L'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2018 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 419 agents. Par conséquent, l'autorité territoriale a la possibilité de nommer entre 4 et 6 représentants du personnel titulaires après consultation des organisations syndicales (CFDT Interco 21 et CGT Municipaux de Chenôve). Cette consultation est intervenue le mardi 15 mai 2018.

Le décret n°2017-1201 du 27 juillet 2017 prévoit que les listes de candidats aux élections professionnelles constituées par les organisations syndicales devront être composées d'un nombre de femmes et d'hommes correspondant à la part de femmes et à celle d'hommes composant les effectifs de la collectivité.

À Chenôve, la proportion de femmes au sein de l'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2018 est de 63,96 % et celles d'hommes est de 36,04 %.

La collectivité a la possibilité :

- D'instituer le paritarisme numérique au sein du CT et du CHSCT en fixant un nombre de représentants de la collectivité titulaires et suppléants égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,
- De recueillir, par ces deux instances, l'avis des représentants de la collectivité; ces possibilités avaient été instituées lors des dernières élections professionnelles de 2014.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 16 mai 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : De fixer, en accord avec les organisations syndicales, à 5 le nombre de représentants titulaires du personnel et à 5 le nombre de représentants suppléants,**

**ARTICLE 2 : De maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants des employeurs que sont la Ville et le C.C.A.S. égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants, soit 5 titulaires et 5 suppléants,**

**ARTICLE 3 : De décider du recueil systématique par le CT et le CHSCT, de l'avis du collège des représentants des employeurs «Ville/C.C.A.S.».**

**ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes les démarches et formalités nécessaires à l'application de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_052**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

**ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

**EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

**ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

**AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACTE EN LA FORME ADMINISTRATIVE DE RÉTROCESSION ENTRE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LOCAL (EPFL) DES COLLECTIVITÉS DE CÔTE-D'OR ET LA COMMUNE DE CHENÔVE DE LA PROPRIÉTÉ SISE 6 RUE DES GALANDIERS ET 116 RUE DE MARSANNAY**

Dans le cadre des opérations du programme local de l'Habitat 2009/2014 et du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.), compte tenu par ailleurs de l'intérêt du bien au regard de sa situation géographique (contigu à la zone d'habitat du Clos du Roy, face à un secteur alors en cours d'aménagement) la commune de Chenôve a décidé de déléguer son droit de préemption urbain et de demander le portage par l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) de la propriété sise 6 rue des Galandiers-116 rue de Marsannay à Chenôve, section AD n°567 de 765 m² et n°593 de 554 m², appartenant aux conjoints Garnier.

L'EPFL s'est donc porté acquéreur dudit bien, par acte notarié en date du 28 mars 2011, au titre du volet thématique «Habitat, logement social et reconstitution urbaine» pour un montant de 255 000 €. Cette propriété a ensuite fait l'objet d'une déconstruction aux frais de la commune et est actuellement aménagée en parking.

Aujourd'hui la commune sollicite de l'EPFL la rétrocession de ce bien à son profit.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention de l'EPFL et à la convention opérationnelle autorisée par conseil municipal et signée avec l'EPFL le 28 mars 2011, la

rétrocession peut intervenir moyennant un montant équivalent au prix d'acquisition augmenté des frais d'acte, auquel s'applique la participation aux frais de portage fixée à 2% par an pendant 4 ans, puis à 3% par an pendant 4 ans et auquel s'ajoutent les impôts fonciers.

Par conséquent, conformément à l'accord de rétrocession de l'EPFL décidé lors de son conseil d'administration du 30 mars 2018, cette rétrocession serait consentie pour un montant total arrondi de 306 920 € se décomposant comme suit :

- Prix d'acquisition : 255 000 €
- Frais d'acte notarié : 3 999,26 €
- Frais de portage du 28 mars 2011 au 30 mars 2018 : 44 072,40 €
- Impôts fonciers : 3 849 €.

La rétrocession de ce bien permettra à la commune de disposer de sa pleine et entière maîtrise, mais aussi de réduire les frais de portage payés à l'EPFL.

Vu notamment les articles L.1311-9 et L.2241-1 du code général des collectivités territoriales relatifs à l'intervention du conseil municipal pour la gestion des biens et les opérations immobilières et à la demande d'avis au domaine de l'Etat,

Vu la convention opérationnelle signée pour la propriété sise 6 rue des Galandiers – 116 rue de Marsannay le 28 mars 2011 entre la commune et L'EPFL et les prorogations successives du portage,

Vu la délibération du conseil d'administration de L'EPFL en date du 30 mars 2018,

Vu l'évaluation de France Domaine du 3 avril 2018,

Vu le plan joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 16 mai 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser la rétrocession à la commune de Chenôve de la propriété sise 6 rue des Galandiers – 116 rue de Marsannay à Chenôve pour un montant de 306 920 €, aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à recevoir et authentifier l'acte correspondant en la forme administrative, étant précisé que la commune sera en conséquence représentée, lors de la signature de l'acte, par un adjoint dans l'ordre des nominations,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

Envoyé en préfecture le 31/05/2018

Reçu en préfecture le 31/05/2018

Affiché le 31/05/2018

ID : 021-212101661-20180528-DEL\_2018\_052-DE

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_053**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACTE EN LA FORME ADMINISTRATIVE DE RÉTROCESSION ENTRE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LOCAL (EPFL) DES COLLECTIVITÉS DE CÔTE-D'OR ET LA COMMUNE DE CHENÔVE DE LA PROPRIÉTÉ SISE 11 BIS RUE ARMAND THIBAUT**

Dans le cadre des opérations du programme local de l'Habitat 2009/2014 et du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.), compte tenu par ailleurs de l'intérêt du bien au regard de sa situation géographique (en cœur de ville, en bordure de la Zone d'Aménagement Concertée Centre Ville et directement à la tête de station du tramway située aux abords immédiats de l'Hôtel de Ville), la commune a décidé de déléguer son droit de préemption urbain et de demander le portage par L'Etablissement Public Local Foncier (EPFL) de la propriété sise 11 rue Armand Thibaut à Chenôve, section AI n°113 de 610 m<sup>2</sup>, appartenant aux Consorts GRAUSDEMOUGE.

L'EPFL s'est donc porté acquéreur dudit bien, par acte notarié en date du 20 décembre 2011, au titre du volet thématique «Habitat, logement social et recomposition urbaine» pour un montant de 200 000 €.

Aujourd'hui la commune sollicite de l'EPFL la rétrocession de cette propriété à son profit.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention de l'EPFL et à la convention opérationnelle autorisée par conseil municipal et signée avec l'EPFL le 20 décembre 2011, la rétrocession peut intervenir moyennant un montant équivalent au prix d'acquisition



augmenté des frais d'acte, auquel s'applique la participation aux frais de portage fixée à 2% par an pendant 4 ans, puis à 3% par an pendant 4 ans et auquel s'ajoutent les impôts fonciers.

Par conséquent, conformément à l'accord de rétrocession de l'EPFL décidé lors de son conseil d'administration du 30 mars 2018 cette rétrocession serait consentie pour un montant total arrondi de 246 344 € se décomposant comme suit :

- Prix d'acquisition : 200 000 €
- Frais d'acte notarié : 3 437,25 €
- Frais de portage du 20 décembre 2011 au 30 mars 2018 : 30 153,26 €
- Impôts fonciers : 12 754 €

La rétrocession de ce bien permettra à la commune de disposer de la pleine et entière maîtrise de ce bien mais également de réduire les frais de portage payés à l'EPFL.

Ainsi, cette propriété qui a été louée pendant plusieurs années à un cabinet de cardiologie, désormais installé dans l'immeuble de la cour Margot, accueillera dorénavant l'accueil Liberté. La démolition du centre commercial impose le déménagement de ce service municipal.

Vu notamment les articles L.1311-9 et L.2241-1 du code général des collectivités territoriales relatifs à l'intervention du conseil municipal pour la gestion des biens et les opérations immobilières et la demande d'avis au domaine de l'État,

Vu la convention opérationnelle signée pour la propriété sise 11 bis, rue Armand Thibaut le 20 décembre 2011 entre la commune et L'EPFL et les prorogations successives du portage,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'EPFL en date du 30 mars 2018,

Vu l'évaluation de France Domaine du 7 mai 2018,

Vu le plan joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 16 mai 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser la rétrocession à la commune de Chenôve de la propriété sise 11 bis rue Armand Thibaut à Chenôve pour un montant de 246 344 €, aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à recevoir et authentifier l'acte correspondant en la forme administrative, étant précisé que la commune sera en conséquence représentée, lors de la signature de l'acte, par un adjoint dans l'ordre des nominations,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

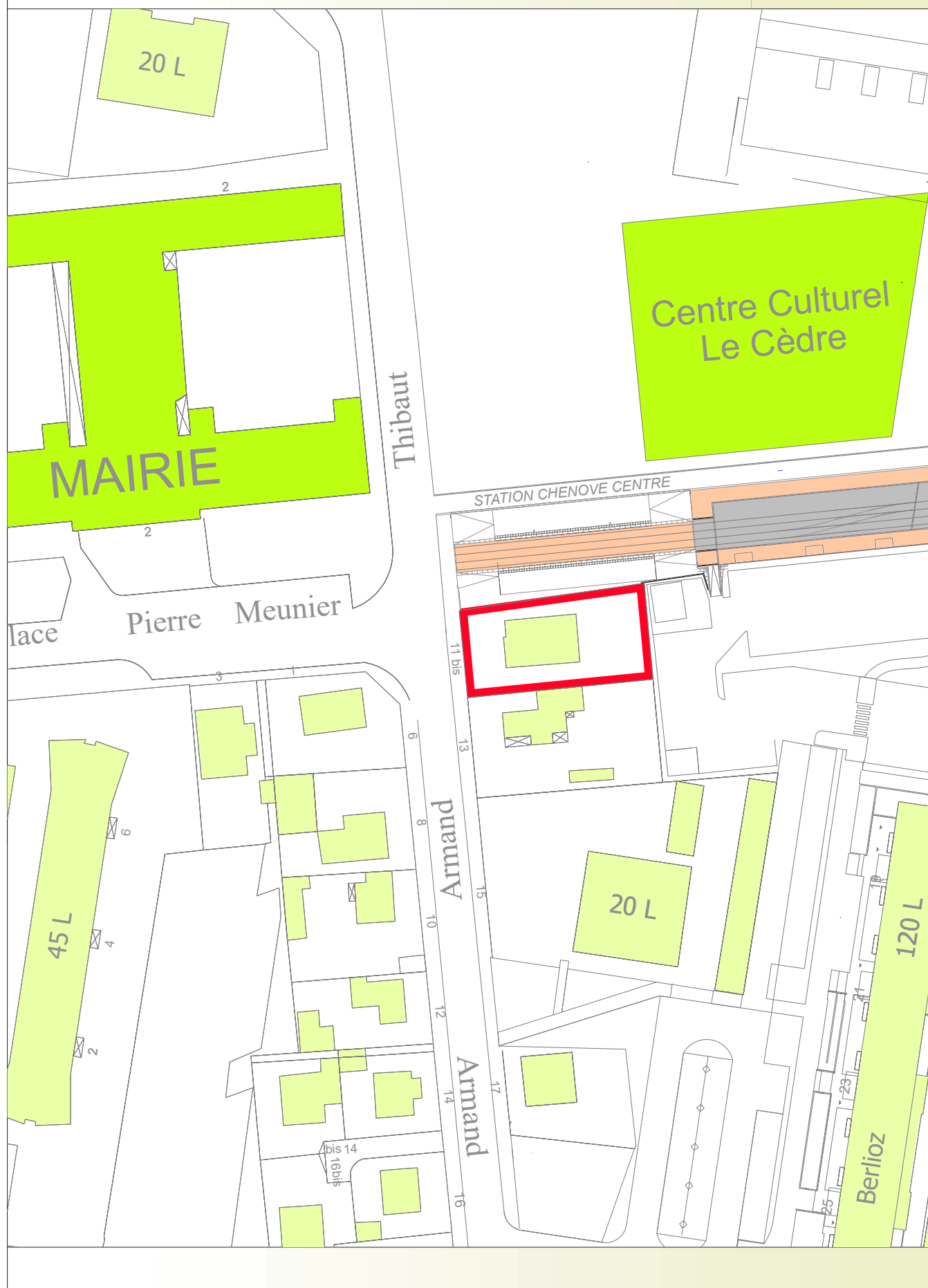
**VOTES**  
**28 POUR**

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales



**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_054**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
 Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
 M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **CONSTRUCTION DES VESTIAIRES SPORTIFS AU STADE LÉO LAGRANGE : NON APPLICATION DES PÉNALITÉS DE RETARD**

Les marchés de travaux de construction des vestiaires sportifs au stade Léo Lagrange (lots 1 à 10) prévoient notamment, d'une part une durée de marché de 40 semaines à compter de la date de démarrage des travaux fixés par ordre de service, et d'autre part des délais d'exécution propres à chacun des lots, soit :

<b>Lot</b>	<b>Désignation</b>	<b>Semaines</b>
1	VRD	8
2	GROS ŒUVRE	14
3	TRAITEMENT DES FAÇADES	8
4	CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIES	8
5	MENUISERIES EXTERIEURES METALLIQUE ET ALUMINIUM	2
6	MENUISERIES INTERIEURES BOIS	3
7	PLATRERIE – FAUX-PLAFONDS – PEINTURE	8
8	CARRELAGE – FAÏENCE	7
9	ELECTRICITE – COURANTS FAIBLES	12
10	CHAUFFAGE – VENTILATION – PLOMBERIE / SANITAIRES	12

Il découle de l'ordre de service n° 1, fixant le début des travaux au 17 octobre 2016, que la fin du marché devait être au 24 juillet 2017.

Or, le maître d'œuvre a, par planning consolidé en date du 11 novembre 2016, reporté cette date au 4 août 2017. Pour autant, ce planning fourni aux entreprises ne leur a pas été notifié par ordre de service et n'est, en conséquence, pas devenu contractuel.

Par ailleurs, la date d'achèvement des travaux est fixée dans les procès-verbaux de chacun des lots 1 à 10 au 3 août 2017, date correspondant au jour de la réception des travaux.

Cependant, il apparaît que chacune des entreprises a bien réalisé les travaux dans les délais d'exécution qui lui avait été contractuellement impartis.

Considérant d'une part le planning consolidé du 11 novembre 2016 non contractualisé, et d'autre part l'erreur matérielle du maître d'œuvre relative à la date d'achèvement des travaux mentionnée au procès-verbal de réception des travaux, ces circonstances n'étant pas imputables aux entreprises,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 16 mai 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : De renoncer aux pénalités de retard pour les lots 1 à 10 des marchés de travaux de construction des vestiaires sportifs au stade Léo Lagrange, les circonstances des retards n'étant pas imputables aux entreprises concernées,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'effectuer toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALGONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_055**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACQUISITION DE LA PARCELLE SITUÉE 9 RUE LOUIS CUREL**

Le 9 mars 1984, la commune de Chenôve et l'association diocésaine de Dijon – paroisse de Chenôve, signaient une convention permettant à la commune d'utiliser une partie de leur propriété, correspondant à une surface de 1 472 m<sup>2</sup>, cadastrée section AL n° 234 (plan joint en annexe) et autorisant la ville à y aménager un parking.

Ce parking était destiné au stationnement des usagers fréquentant le complexe sportif Louis Curel, construit en 1983, mais sert également au stationnement des riverains de la rue Curel.

La convention stipulait que cette mise à disposition était consentie à titre gratuit et provisoire, pour une durée de dix ans, «avec possibilité éventuelle d'un nouvel accord de prêt si l'association n'avait elle-même aucun projet d'utilisation proche dudit terrain.»  
De fait, cette mise à disposition a été reconduite tacitement jusqu'à ce jour.

En 2017, l'association diocésaine a néanmoins fait savoir à la ville de Chenôve que, suite à l'abandon du projet de construction du foyer de l'Arche sur la parcelle de la paroisse, elle souhaitait vendre cette parcelle à la commune.

Cette dernière a donc sollicité une estimation du prix de cette parcelle par France Domaine et a entamé des discussions avec la commission « Avenir de la cité Ste Thérèse » et le service immobilier et juridique de l'association diocésaine.

Après différents échanges entre la commune et l'association diocésaine de Dijon - Paroisse de Chenôve entre mai 2017 et mars 2018, cette dernière s'est prononcée, lors de son Conseil d'Administration du 2 mars 2018, favorablement pour une vente à hauteur de

220 800 €, comportant un foncier plus large en fond de parcelle qu'en début de discussions.

Un nouvel avis du Domaine a donc été sollicité. Celui-ci établit deux zones à l'intérieur de la parcelle auxquelles sont affectées des valeurs vénale différentes de 100 €/m<sup>2</sup> et 200 €/m<sup>2</sup>. C'est donc sur la base d'un prix moyen de 150 €/m<sup>2</sup> que le prix de cession à hauteur de 220 800 € a été fixé d'un commun accord entre la ville et l'association.

Outre les frais de géomètre nécessités par la division du foncier à intervenir, l'ensemble des frais liés à l'acte sont pris en charge par la commune en sa qualité d'acquéreur.

La commune de Chenôve entérine ainsi sa volonté de maintenir une offre de stationnement satisfaisante pour les usagers du complexe Louis Curel et les riverains du secteur ouest de la rue Louis Curel.

Vu l'avis du Conseil d'Administration de l'association diocésaine de Dijon en date du 2 mars 2018,

Vu l'avis de France Domaine en date du 2 mai 2018,

Vu le plan joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 16 mai 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser l'acquisition par la commune de Chenôve de partie du foncier sis 9 rue Louis Curel à Chenôve pour un montant de 220 800 € conformément aux conditions exposées,**

**ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant,**

**ARTICLE 3 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaire à l'exécution de la présente décision.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : **Thierry FALCONNET**  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales





**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_056**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **AVANTAGES JEUNES – AUTORISATION DE SIGNATURE DES CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE RÉGIONAL D'INFORMATION JEUNESSE (C.R.I.J.)**

Le dispositif « Carte Avantages Jeunes » est une action du Centre Régional d'information Jeunesse (C.R.I.J.) de Bourgogne par délégation du C.R.I.J. de Franche-Comté (C.R.I.J.). Il est destiné à tous les jeunes âgés de moins de 30 ans le jour de l'acquisition de la dite carte. Celle-ci est vendue au prix de 8 € par le C.R.I.J. et elle est valable du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août de l'année suivante.

Ce dispositif permet aux jeunes d'obtenir des réductions et des gratuités dans les domaines de la culture, des loisirs, des sorties et de la vie pratique. Il participe activement au développement de la prise d'initiative et de la responsabilité des jeunes. Il permet d'impulser des pratiques culturelles et sportives en favorisant leur accès et en cherchant à les rendre habituelles.

La « carte Avantages Jeunes » compte déjà plus de 100 000 utilisateurs en Franche-Comté et est déclinée en 7 éditions : Besançon, Haut-Doubs, Montbéliard, Jura, Haute-Saône, Territoire de Belfort et Jura/Jura, Bernois/Neuchâtel (Bejune Suisse). Une nouvelle édition Bourgogne se développe sur l'ensemble de la région à partir de septembre 2018. Dans ce cadre, Le Cèdre a été sollicité pour devenir partenaire.

Pour la ville de Chenôve, l'adhésion à ce dispositif dès son lancement en Bourgogne augmentera la visibilité du Cèdre et de son offre culturelle. Cela représente également un moyen de sensibiliser les jeunes de manière ciblée avec des supports variés (livret et site internet avec espace personnel) ainsi que de renforcer l'engagement de la collectivité dans

l'accessibilité de tous les publics au spectacle.

Pour engager la ville de Chenôve au sein du dispositif « Avantages Jeunes », trois conventions sont proposées à la ville :

- Une convention dite « avantage valable sur présentation de la carte » (livret et Web) permettra d'octroyer le tarif réduit sur les spectacles produits par la ville de Chenôve sur présentation de la Carte Avantages Jeunes lors de l'achat des billets ;
- Une convention dite « avantages valables sur présentation de la carte » (diffusion dans l'espace personnel) permettra de cultiver un lien numérique direct avec les bénéficiaires ;
- Une convention dite « avantage unique » (Web) permettra, en cours d'année, d'octroyer un tarif préférentiel sur un spectacle identifié dans la saison (pour le Bonb'hip hop par exemple).

Pour poursuivre l'intégration du Cèdre au sein du paysage culturel régional et soutenir l'accès à la culture des jeunes en complémentarité avec la Carte Culture Étudiant portée par la Métropole, il est proposé au conseil municipal que la ville de Chenôve adhère au dispositif « Avantages Jeunes » porté par le C.R.I.J. Bourgogne par délégation du C.R.I.J. Franche-Comté. L'adhésion à ce dispositif est gratuite.

Vu les projets de conventions mentionnés ci-dessus,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 16 mai 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 Mai 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'autoriser la signature des conventions de partenariat entre la ville de Chenôve et le C.R.I.J. dans le cadre du dispositif « Avantages Jeunes » porté par le C.R.I.J. Bourgogne par délégation du C.R.I.J. Franche-Comté aux conditions exposées ci-dessus,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous actes et accomplir toutes démarches nécessaires à l'exécution de la présente décision.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

Envoyé en préfecture le 31/05/2018

Reçu en préfecture le 31/05/2018

Affiché le 31/05/2018

ID : 021-212101661-20180528-DEL\_2018\_056-DE

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_057**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **« C'EST MON PATRIMOINE ! » – DÉPÔT DE CANDIDATURE AUPRÈS DE LA D.R.A.C. BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ**

L'opération « C'est mon patrimoine ! » a été lancée en 2005 par le Ministère de la culture et s'inscrit dans le cadre du dispositif « Les Portes du temps. ». Elle est organisée en partenariat avec le Commissariat général à l'égalité des territoires (C.G.E.T) et mise en oeuvre dans le cadre des objectifs communs de cohésion sociale, d'intégration et d'accès à la culture des personnes qui en sont les plus éloignées. En 2018, la généralisation de l'éducation artistique et culturelle (E.A.C.), voulue par le Président de la République et le Gouvernement, contribue à cet objectif de démocratisation culturelle.

Ce plan national tend à favoriser le développement des pratiques artistiques et culturelles des jeunes en temps scolaire et en temps de loisirs, à combattre les inégalités territoriales, sociales et familiales qui freinent aujourd'hui l'accès à l'éducation artistique et culturelle, et à aller vers les espaces les plus éloignés de l'offre culturelle, en particulier les zones urbaines sensibles et les zones rurales isolées. Dans ce cadre, la gouvernance de l'opération est plus largement déconcentrée, et les moyens renforcés.

Les patrimoines (architecture, musées, monuments, archéologie, patrimoine immatériel, paysages, archives, etc.) sont présents sur l'ensemble des territoires et s'inscrivent dans une proximité étroite avec les habitants.

« C'est mon patrimoine ! » a vocation à s'inscrire dans les projets de territoire contractualisés, qu'il s'agisse du volet culturel des contrats de ville ou des conventions territoriales d'éducation artistique et culturelle. Il s'intègre dans les parcours d'éducation artistique et culturelle tels que définis dans la loi du 8 juillet 2013, et repose sur les trois

pilliers de l'E.A.C. que sont la rencontre avec les artistes et les œuvres, la connaissance des arts et du patrimoine, et la pratique artistique.

Le dispositif est destiné aux jeunes de 6 à 18 ans et notamment aux adolescents. Les bénéficiaires seront issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville pour au moins 60 % d'entre eux afin de bénéficier d'un financement spécifique des crédits politique de la ville.

Traditionnellement, la ville de Chenôve et le collectif de la Fête de la Pressée organisent avec la participation de plusieurs associations du territoire un temps festif et familial autour de la valorisation du patrimoine chenevelier concentré sur le vieux bourg historique et le patrimoine viticole. Cette fête s'inscrit dans la dynamique lancée par la Métropole autour de la valorisation des Climats de Bourgogne et la future mise en service de la Cité de la Gastronomie et du vin qui se situera à quelques stations de tramway de Chenôve.

Par ailleurs, le quartier du Mail dispose de plusieurs sites patrimoniaux et des œuvres d'art telles que les créations des plasticiens El Tono et Ted Nomad sans oublier Le Cèdre qui constitue un écrin architectural constitutif d'une réelle identité. Il sera donc proposé de mettre en œuvre à partir de la Fête de la Pressée, une dynamique d'actions culturelles et de découverte des patrimoines de la Ville.

Pour permettre la mise en œuvre de ce projet, dont le budget global est estimé à 15 550 €, il est proposé au Conseil municipal d'approuver la candidature au dispositif « C'est mon patrimoine ! » et de solliciter une subvention de 6 000 € auprès de Ministère de la Culture et de la Communication via la D.R.A.C. de Bourgogne-Franche-Comté.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 16 mai 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 mai 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : D'approuver la candidature de la ville de Chenôve au dispositif « C'est mon patrimoine ! » auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne et de Franche-Comté permettant de solliciter une subvention de 6 000 €,**

**ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
**28 POUR**

Envoyé en préfecture le 31/05/2018

Reçu en préfecture le 31/05/2018

Affiché le 31/05/2018

ID : 021-212101661-20180528-DEL\_2018\_057-DE

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : ~~Thierry~~ FALCONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_058**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **ACCÈS À LA CULTURE. AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS)**

Le C.C.A.S a la volonté de proposer une offre culturelle aux usagers qui fréquentent ses services afin de rompre l'isolement et de créer du lien social, et s'engage à accompagner des habitants sur des actions et projets préalablement identifiés.

La ville de Chenôve, qui accorde une place importante au développement de l'accès à la culture dans sa politique municipale, souhaite ouvrir les portes de ses équipements culturels au plus grand nombre. Elle s'engage donc, à travers cette convention de partenariat, à mettre en place un dispositif d'accueil particulier dans les établissements dont la Direction des Affaires Culturelles a la charge, conformément aux objectifs suivants :

- Faciliter et renforcer l'accès aux lieux et aux événements culturels de Chenôve,
- Favoriser la rencontre des œuvres et des artistes,
- Encourager les pratiques culturelles des habitants de Chenôve, particulièrement des plus précaires,
- Créer une dynamique valorisante et émancipatrice au bénéfice de populations éloignées de l'offre culturelle et en situation de précarité et d'exclusion.

Il est proposé au Conseil municipal d'engager un partenariat dynamique au bénéfice des usagers du C.C.A.S pour leur permettre d'accéder à l'offre culturelle de la ville de Chenôve et de garantir une information régulière et de faciliter la sortie culturelle sur la durée.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu la délibération n° DEL\_2018\_017 du Conseil d'Administration du C.C.A.S du 2 mai 2018,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du mardi 15 mai 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 mai 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE 1er : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat entre la ville de Chenôve et le C.C.A.S de Chenôve,**

**ARTICLE 2 : Et plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR

Pour extrait certifié conforme,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales





## CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

### **LA VILLE DE CHENOVE**

2, place Pierre Meunier - 21300 Chenôve

Tél : 03 80 51 55 00

N° S.I.R.E.T. : 212 101 661 000 16

Représentée par son Maire, Monsieur Thierry FALCONNET, mandaté à cet effet par délibération en date du 29 juin 2015,

Et désignée sous le terme la Ville de Chenôve,

Et

### **LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE CHENÔVE**

2, place Pierre Meunier - 21300 Chenôve

Tél : 03 80 51 55 00

Représentée par Monsieur Thierry FALCONNET agissant en qualité de Président, en vertu de la délibération N° 188 du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du 2 mai 2018.

N° S.I.R.E.T : 26210046400011

Et désignée sous le terme le CCAS de Chenôve,

## Préambule

Chenôve, par culture et par engagement, est une ville solidaire. La ville de Chenôve reconnaît également partager des valeurs propres à toute action d'Education Populaire : former des citoyens à participer activement à la vie du pays, à devenir acteurs de la société tout en affirmant la diversité des identités, des singularités.

### **Article 1 – Engagement des parties**

La Ville de Chenôve, qui accorde une place importante au développement de l'accès à la culture dans sa politique municipale, souhaite ouvrir les portes de ses équipements culturels au plus grand nombre. Elle s'engage donc, à travers cette convention de partenariat, à mettre en place un dispositif d'accueil particulier dans les établissements dont la Direction des Affaires Culturelles a la charge, conformément aux modalités définies ci-après.

Le CCAS exprime le besoin de proposer une offre culturelle à ses publics et de créer du lien social, et s'engage à accompagner des habitants sur des actions et projets préalablement identifiés.

## **Article 2 – Objectifs**

- Faciliter et renforcer l'accès aux lieux et aux événements culturels de Chenôve,
- Favoriser la rencontre des œuvres et des artistes,
- Encourager les pratiques culturelles des habitants de Chenôve, particulièrement des plus-fragilisés
- Créer une dynamique valorisante et émancipatrice au bénéfice de populations éloignées de l'offre culturelle et en situation d'exclusion ;

## **Article 3 – Engagements de la ville de Chenôve**

### **La Ville de Chenôve s'engage à**

#### **3-1 Informer le CCAS de Chenôve**

- Présenter les établissements culturels de Chenôve et leur offre,
- Informer régulièrement les relais sur l'actualité culturelle de la Ville.

#### **3-2 Faciliter l'accès à la culture**

- Favoriser la fréquentation de la programmation culturelle proposée au Cèdre, Centre Culturel et de Rencontres de Chenôve,
- Favoriser la participation des habitants sur les actions artistiques liées au renouvellement urbain,
- Apporter conseils et soutien pour permettre une pleine réussite de ces initiatives.

#### **3.3 Inscrire ces sorties dans un parcours thématique**

- Organiser des visites guidées des équipements culturels,
- Permettre au public d'assister à des répétitions et/ou à des rencontres avec les artistes,
- Mobiliser les acteurs culturels du territoire pour prolonger les actions proposées.

## **Article 4 – Engagements du CCAS de Chenôve**

### **Le CCAS s'engage à :**

#### **4.1 Transmettre les informations à ses bénéficiaires**

- Présenter les établissements culturels de Chenôve et leur offre,
- Relayer les informations sur l'actualité culturelle de la Ville.

#### **4.2 Faciliter l'accès à la culture**

- Mobiliser les bénéficiaires sur les événements proposés,
- Préparer les projets-avec les professionnels de la Direction des Affaires Culturelles de la Ville de Chenôve,
- Permettre à ses bénéficiaires d'accéder à l'offre des établissements de la Ville de Chenôve.

#### **4.3 Inscrire ces sorties dans un parcours thématique**

- Travailler au prolongement des actions proposées
- Favoriser la rencontre avec d'autres services de la Ville ou d'autres acteurs culturels afin de compléter l'action.

### **Article 5 – Modalités**

#### **5.1 Programme d'actions pour la saison**

Les partenaires s'engagent à se réunir au moment du lancement de la saison culturelle afin d'établir ensemble d'un programme définissant les actions mises en œuvre pour la saison culturelle à venir. Si nécessaire, et avec l'accord des deux parties, ce programme d'actions pourra évoluer et être modifié, enrichi et réadapté aux besoins en cours d'année.

#### **5.2 Réunions**

Les partenaires se réuniront au minimum deux fois dans l'année ainsi que chaque fois qu'ils l'estimeront nécessaire.

#### **5.3 Evaluation**

Un bilan de toutes les actions menées sur la saison, dont les modalités seront déterminées par les partenaires, sera réalisé chaque fin de saison culturelle. Cette évaluation aura pour but de mesurer l'impact du programme d'action au regard des objectifs fixés et de définir, le cas échéant, des critères d'amélioration du dispositif.

### **Article 6 - Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de trois ans. A l'issue de cette période, les parties conviennent d'examiner les conditions de conclusion d'une nouvelle convention.

Si l'une quelconque des parties à la présente convention ne respecte pas l'un des engagements stipulés aux présentes, la partie lésée peut résilier de plein droit la présente convention suite à mise en demeure restée sans effet.

Fait en deux exemplaires à Chenôve, le

**Pour la Ville de Chenôve**

**Monsieur le Maire**

**Thierry FALCONNET**

**Pour le Centre Communal  
d'Action Sociale de Chenôve**

**Monsieur le Président**

**Thierry FALCONNET**

**VILLE DE CHENOVE**

**N° DEL\_2018\_059**

## **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit mai à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

\*\*\*\*\*

### **ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Thierry FALCONNET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Patrick AUDARD - Mme Brigitte POPARD - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Christiane JACQUOT - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Nouredine ACHERIA - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

### **EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :**

M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET  
Mme Joëlle BOILEAU donne pouvoir à M. Martino AMODEO  
M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD

### **ABSENTS / EXCUSÉS :**

M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

## **NOUVELLE PROPOSITION DE GRILLE TARIFAIRE SAISON CULTURELLE 2018-2019**

Le Conseil municipal par la délibération du 22 mai 2017 a adopté une grille tarifaire pour la saison 2017/2018. Dans la perspective de l'ouverture de la prochaine saison culturelle 2018/2019, il est proposé d'ajuster le dispositif :

- Le tarif « En famille » appliqué pour certains spectacles est désormais intégré dans la formule d'abonnement, contrairement à ce qui était pratiqué jusqu'alors ;
- Un tarif « Solidaire » est créé à destination des structures sociales et médico-sociales partenaires (ex. foyer du Mail, Samsah, Secours Populaire, etc.) liées par une convention spécifique approuvée par le Conseil municipal, permettant de faciliter l'accès à la culture pour des publics fortement défavorisés ;
- Un tarif « grand groupe 30 personnes et + » est créé considérant l'achat de places en grand nombre par certains partenaires ;
- Plus généralement, et à l'exception des tarifs de la Carte Culture Étudiant, il est proposé une légère baisse des tarifs A, B, C et D.

En conséquence, à partir de l'ouverture de la billetterie le 20 juin 2018 de la prochaine saison culturelle 2018/2019, il sera proposé les tarifs suivants :

	Tarif A	Tarif B	Tarif C	Tarif D	Tarif E	Tarif F	Tarif en famille
<b>Tarif plein</b>	15,00 €	20,00€	25,00 €	30,00 €	35,00 €	40,00 €	8,00 €
<b>Tarif réduit</b>	12,00 €	15,00 €	20,00 €	25,00 €	30,00 €	35,00 €	8,00 €
<b>Abo 3 spect et +</b>	10,00 €	12,00 €	17,00 €	22,00 €	27,00€	32,00 €	8,00 €
<b>Groupes 30 p. et +</b>	10,00 €	15,00 €	20,00 €	25,00 €	30,00 €	35,00 €	5,00€
<b>Moins de 18 ans</b>	7,50 €	10,00 €	12,50€	15,00 €	17,50 €	20,00 €	5,00 €
<b>Scolaires</b>	7,50 €	10,00 €	12,50€	15,00 €	17,50 €	20,00 €	5,00 €
<b>Carte Culture Étudiant</b>	5,50 €	5,50 €	5,50 €	5,50 €	5,50 €	5,50 €	5,50 €
<b>Tarif Solidaire</b>	5,00 €	6,00 €	8,00 €	11,00 €	12,50 €	16,00 €	3,00 €

## 1/ Tarif plein

Tarif adulte de droit commun.

## 2/ Tarif réduit

La reconnaissance du tarif dit réduit impose la nécessité d'une définition précise des bénéficiaires :

- P.M.R. (gratuité pour un accompagnant) ;
- Titulaires d'un titre relevant d'un partenaire culturel conventionné dans le cadre du dispositif « Nos voisins sont formidables » hors Chenôve sous réserve de réciprocité ;
- Titulaires d'un titre relevant d'un partenaire conventionné dans le cadre de dispositifs spécifiques ;
- Professionnels du spectacle (programmateur, intermittents) ;
- Demandeurs d'emploi ;
- Étudiants ;

- Titulaires de la carte Pass'Sport Culture, de la Carte M.J.C, de la Carte du Comité des Œuvre Sociales de la Ville de Chenôve, de la carte de lecteur de la Bibliothèque Municipale, élèves du Conservatoire de la ville de Chenôve et membres de l'Office Municipal des Personnes Âgées de Chenôve ;
- Groupes de 8 à 29 personnes ;
- Membres des comités d'entreprise (ou assimilés) conventionnés;
- Bénéficiaires des minimas sociaux (R.S.A, A.A.H, minimum vieillesse).

Les réductions sont consenties sur présentation d'un justificatif en cours de validité. Elles ne sont pas cumulables et sont attribuées au porteur du titre (une place par porteur et par spectacle).

### **3/ Abonnement 3 spectacles et plus**

Achat simultané d'une place pour au moins trois spectacles produits par la Ville de Chenôve dans la saison en cours.

### **4/ Groupes de 30 personnes et plus**

Achat simultané d'au moins 30 places pour une même représentation.

### **5/ Moins de 18 ans**

Personnes âgées de moins de 18 ans le jour de l'achat des places, sur présentation d'une pièce d'identité.

### **6/ Scolaires**

Tarif pour les élèves dans le cadre d'une sortie organisée par l'établissement scolaire. Gratuité reconnue pour les accompagnateurs (maximum 5 personnes par classe),

### **7/ Carte Culture Étudiant**

Sous réserve de présentation de la Carte Culture Étudiant éditée par Dijon Métropole en vigueur pour la saison en cours.

### **8/ Tarif solidaire**

Tarif accordé aux groupes de personnes accompagnés par les structures associatives à objet social ou médico-social qui ont signé une convention avec la ville de Chenôve. Achat des places par la structure au bénéfice exclusif de ses ayant-droit. Gratuité pour les accompagnateurs.

### **Dispositif « le Cèdre hors les murs »**

Dans le cadre de la programmation de la Ville de Chenôve et dans la perspective d'animer l'ensemble des quartiers de la ville, il est proposé de reconduire le tarif unique permettant un accès de tous à cette offre de proximité.

<b>Tarif unique « Le Cèdre hors les murs »</b>	3,00 €
--	--------

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine,

et Citoyenneté en date du mardi 15 mai 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 16 mai 2018,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 17 mai 2018.

**Il est proposé au Conseil Municipal :**

**ARTICLE UNIQUE : D'adopter les nouveaux tarifs de la saison culturelle applicables à partir du 20 Juin 2018 conformément aux conditions exposées.**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

**VOTES**  
28 POUR



Pour extrait certifié conforme,

Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 31/05/2018  
Qualité : Maire

Certifiée exécutoire en application de l'article  
L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales